



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

COTE D'IVOIRE 2013



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

COTE D'IVOIRE 2013

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS.....	4
RESUME.....	7
INTRODUCTION.....	9
I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	13
I.1- Balance commerciale de biens.....	13
I.1.1- Exportations de biens.....	14
I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens.....	14
I.1.1.2- Composition des exportations de biens.....	14
I.1.1.3- Orientation géographique des exportations de biens.....	16
I.1.2- Importations de biens.....	17
I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens.....	17
I.1.2.2- Composition des importations de biens.....	18
I.1.2.3- Orientation géographique des importations de biens.....	20
I.2- Balance des services.....	21
I.2.1- Exportations de services.....	22
I.2.2- Importations de services.....	22
I.3- Compte de revenu primaire	22
I.4- Compte de revenu secondaire.....	23
II- COMPTE DE CAPITAL.....	24
II.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.....	24
II.2- Transferts de capital.....	24
III- COMPTE FINANCIER.....	24
III.1- Investissements directs étrangers.....	25
III.2- Investissements de portefeuille.....	27
III.3- Dérivés financiers.....	28
III.4- Autres investissements.....	28
IV- CAPITAUX MONETAIRES.....	28
IV.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	29
IV.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	29
IV.3- Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts... ..	29
V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	30
CONCLUSION.....	31
ANNEXES.....	33

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un état statistique qui retrace, sous forme comptable, l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents, au cours d'une période déterminée. Elle est présentée suivant les règles de la comptabilité en partie double. Chaque transaction, financière ou non financière, avec un non-résident a une contrepartie, une variation d'avoirs ou d'engagements vis-à-vis des non-résidents.

La balance des paiements nationale permet d'évaluer l'insertion de l'économie dans son environnement extérieur, d'identifier l'apparition de déséquilibres et de comprendre comment ces déséquilibres sont financés par le reste du monde. Elle constitue, en outre, un élément essentiel de la statistique nationale. Plusieurs éléments qui en sont tirés contribuent à l'élaboration des agrégats nationaux (exportations et importations dans le produit intérieur brut, par exemple).

En général, les comptes de la balance des paiements sont établis en monnaie locale et conformément aux recommandations fournies dans le Manuel de la Balance des Paiements du Fonds Monétaire International (FMI).

Ce manuel dont la première édition a été publiée en 1948, a été amélioré successivement en 1950, en 1961, en 1977, en 1993 et, récemment, en 2008. Chaque nouvelle édition répond à l'évolution économique et financière, aux changements dans les intérêts des analystes et à l'accumulation d'expériences de la part des statisticiens.

Ainsi, les comptes présentés ci-après ont été établis selon les principes de la nouvelle édition, la 6^{ème} (MBP6), en liaison avec son entrée en vigueur dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) au cours de l'année 2012.

Ce nouveau manuel qui apporte davantage de clarifications à certains concepts, procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations. Il met aussi davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la Position Extérieure Globale (PEG), en raison du rôle prépondérant de l'analyse bilancielle dans l'appréciation de la vulnérabilité économique des États.

La prise en compte, par la BCEAO, de ces changements a engendré une révision globale de son dispositif d'élaboration des comptes extérieurs depuis l'année 2012 afin, d'une part, de maintenir leur conformité aux normes internationales et, d'autre part, de corriger les insuffisances du dispositif précédent qui a été utilisé sur la période 1996-2011.

Ainsi, les supports de collecte des données ont été entièrement révisés, de même que les applications informatiques dédiées au traitement des informations. En outre, les données des années antérieures ont été réropolées dans le but d'assurer la cohérence des séries.

Outre les changements introduits par le MBP6, la refonte du dispositif a consisté également en la prise en compte des données de certaines institutions sous-régionales qui étaient ignorées auparavant, en la répartition des données par branche d'activité et en la modification de la structure géographique des transactions. Cette dernière porte sur le remplacement de la France par la Zone Euro, pour tenir compte du changement de la Zone d'ancrage du FCFA depuis la création de l'euro en 1999.

En tenant compte de toutes les modifications qui ont été introduites par le MBP6, dans le but de rapprocher les comptes extérieurs du compte "reste du monde" du Système de Comptabilité Nationale 2008 (SCN 2008), les composantes types de la balance des paiements sont réparties en trois grandes catégories, comme indiqué ci-après.

I- Composantes de la balance des paiements

I.1 Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre les entités résidentes d'une économie et celles qui sont non-résidentes. Le revenu primaire représente le revenu qui revient aux unités institutionnelles résidentes en contrepartie de leur contribution à la production ou de la fourniture d'actifs financiers et de la location de ressources naturelles à d'autres unités institutionnelles non-résidentes. Les revenus secondaires recouvrent essentiellement les transferts courants entre résidents et non-résidents.

I.2 Le compte de capital

Il regroupe les transferts de capital qui comprennent les remises de dettes, les dons en biens d'équipement ou destinés à en acquérir ainsi que les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (achats de brevets, licences, achats d'immeubles par les ambassades).

La somme des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Cette somme est théoriquement égale au compte financier.

I.3 Le compte financier

Le compte financier fait apparaître les acquisitions et les cessions nettes d'actifs et de passifs financiers. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-après :

- **les investissements directs** qui sont effectués par une entité appelée investisseur direct, lequel vise un intérêt durable, notamment la rentabilité ou le développement futur de l'entreprise qui reçoit l'investissement et détient, dans cette optique, au moins 10,0% des actions ou des droits de vote ;
- **les investissements de portefeuille** qui regroupent tous les investissements internationaux réalisés sous forme d'acquisition de titres de participation ou de titres de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserves ;
- **les dérivés financiers** qui sont des instruments financiers dont la valeur change en fonction de l'évolution du prix d'un autre actif appelé "support" ou "primitif" ou "sous-jacent" ;
- **les autres investissements**, qui sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves. Les principaux éléments inclus dans les autres investissements sont notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, l'utilisation des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
- **les avoirs de réserves** qui sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils permettent de financer directement les déséquilibres des paiements, de réguler indirectement l'ampleur de ces déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes pour influencer sur le cours de la monnaie nationale et parer à d'autres besoins.

Les comptes de la balance des paiements sont complétés par la position extérieure globale.

II– La position extérieure globale

La Position Extérieure Globale (PEG) est un état statistique qui retrace, à un moment donné, la valeur et la composition des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. La position extérieure fournit ainsi des indications sur le montant et la structure du patrimoine financier des résidents en actifs étrangers et des non-résidents en actifs locaux. Les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. Le MBP6 distingue, dans la PEG, un compte des autres changements des actifs et passifs financiers ou « Autres flux ». Ce compte retrace les changements de volume liés à des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment des changements de volume des avoirs, des changements de volume des engagements, des réévaluations (gains et pertes de détention) ou des reclassifications.

Les principales étapes d'élaboration de ces deux états sont les suivantes.

III – Principales étapes d'élaboration de la balance des paiements

Les comptes extérieurs sont élaborés en suivant quatre principales étapes.

Etape 1 : la collecte des données

Pour l'élaboration des comptes extérieurs, les informations sont collectées auprès des différents agents économiques, à travers un formulaire administré par voie postale. Pour ce faire, il a été établi une typologie de l'activité des différents agents économiques afin de concevoir des questionnaires adaptés aux uns et aux autres et de pouvoir ainsi couvrir l'ensemble des transactions internationales des différents agents économiques. Cette collecte d'informations auprès des entreprises est complétée par des statistiques obtenues d'autres sources, notamment les données du commerce extérieur, communiquées par la Direction Générale des Douanes, et les tableaux de dépouillement fournis par certains organismes et départements ministériels.

Etape 2 : le traitement des données

Les informations reçues des déclarants sont contrôlées (pour vérifier la vraisemblance et la cohérence d'ensemble) et saisies dans une application qui en assure le traitement. Des rapprochements sont ensuite effectués avec d'autres sources. En particulier, les statistiques du commerce extérieur sont confrontées à celles sur les grands produits détenues par les organismes qui les commercialisent.

Etape 3 : l'enregistrement des données

A l'issue de ces traitements, les informations sont enregistrées de façon automatique par l'application informatique. En principe, du fait de l'équilibre comptable de la balance des paiements, le solde global des comptes devrait être nul. Dans les faits, il est constaté une différence, qui fait l'objet d'un poste « Erreurs et Omissions ». C'est un poste d'ajustement dont l'existence tient au fait que, contrairement à l'exigence d'un véritable système de comptabilisation en partie double, les enregistrements dans la balance des paiements ne sont pas inscrits simultanément à l'occasion de chaque transaction, mais résultent de déclarations ou d'enquêtes provenant de sources différentes. Ces « Erreurs et Omissions » traduisent donc des décalages statistiques issus d'incertitudes dans le taux de couverture de certaines collectes, de décalages de période, de différences de méthode.

Etape 4 : Analyse de la balance des paiements

La balance des paiements étant un outil d'aide à la décision, il convient, après son élaboration, d'en expliquer les principaux soldes, à partir des transactions ou catégories de transactions effectuées avec l'étranger. Les faits économiques et politiques intervenus au cours de la période sous revue, et qui ont pu influencer directement ou indirectement ces soldes, doivent également être mis en lumière. Par ailleurs, un rapprochement avec les soldes obtenus les années précédentes est effectué, afin d'examiner la dynamique de la situation économique du pays ainsi que l'efficacité des politiques adoptées.

RESUME

L'activité économique mondiale évolue, en 2013, à un rythme moins important que celui enregistré en 2012, affichant ainsi un taux de croissance de 3,3%¹ après 3,4%. Cette décélération est liée, d'une part, à la persistance des risques liés à la volatilité des marchés financiers et, d'autre part, à la décélération de l'activité économique dans les pays émergents et en développement imputable au repli des prix internationaux de produits de base et à la faiblesse de la demande extérieure issue des pays avancés.

Dans les Etats membres de l'UEMOA, la croissance est de 5,6% en 2013, après 6,3% en 2012. Cette vigueur économique est imputable à l'augmentation de la production des cultures de rente dans la plupart des Etats, au regain de l'activité dans le secteur manufacturier ainsi que dans les bâtiments et travaux publics.

Au plan national, en 2013, l'économie ivoirienne poursuit sa consolidation grâce à un cadre macroéconomique stable, à la poursuite des réformes structurelles et à la relance des investissements publics dans le cadre du Plan National de Développement (PND) 2012-2015. Le PIB enregistré, en termes réels, une progression de 9,2% après 10,7% en 2012.

Dans ce contexte, après un solde global négatif de 263,5 milliards un an plus tôt, les paiements extérieurs se soldent en 2013 par un excédent de 2,6 milliards de FCFA.

En particulier, les transactions courantes enregistrent un déficit plus élevé qu'en 2012, en liaison essentiellement avec la dégradation des échanges de biens et l'accentuation du déficit des services.

La détérioration de l'excédent commercial est liée à une contraction en valeur des exportations plus marquée que celle des importations.

Le déficit des services se creuse du fait de la consommation de diverses prestations spécialisées en matière de bâtiments et travaux publics, de location-exploitation, d'études, de conseils et d'ingénierie par les sociétés minières, pétrolières et de télécommunication.

Le compte du revenu primaire affiche un déficit moindre, sous l'effet de la baisse des intérêts dus sur la dette publique.

Les revenus secondaires enregistrent une amélioration induite par l'augmentation des aides budgétaires reçues de l'étranger.

Le solde positif du compte de capital se tasse, en liaison avec l'absence de remise de dette publique en 2013.

Quant au compte financier, il affiche un solde négatif résultant, d'une part, de l'accroissement net des passifs de l'Etat relatifs aux investissements de portefeuille et aux prêts et, d'autre part, de l'augmentation des engagements des entreprises au titre des investissements directs étrangers.

1. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), publiées en octobre 2014

Tableau 1 : Balance des paiements de la Côte d'Ivoire en termes de transactions (optique BCEAO)

(En milliards de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Compte des transactions courantes	763,8	230,2	1 256,4	-163,7	-208,8
Biens et services	1 252,9	900,4	1 974,4	572,1	453,4
Biens	1 508,7	1 793,7	2 816,3	1 565,6	1 479,2
Marchandises générales	1 483,4	1 703,0	2 548,3	1 234,7	1 193,5
Dont : Réexportations	0,0	0,0	0,6	0,2	5,9
Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,0	0,5	-3,4	4,0	1,5
Or non monétaire	99,3	90,3	271,5	326,9	284,2
Services	-757,1	-893,3	-842,0	-993,5	-1 025,8
Transport	-575,1	-683,2	-614,6	-807,5	-788,7
Dont : Fret	-513,9	-631,1	-560,6	-709,6	-694,5
Voyage	-90,4	-74,9	-94,1	-98,0	-98,9
Autres services	-91,5	-135,2	-133,4	-88,1	-138,2
Revenus primaires	-442,5	-452,7	-466,3	-469,9	-445,1
Revenus des salariés	78,9	80,4	80,7	81,7	82,8
Revenus des investissements	-521,4	-533,1	-546,8	-553,9	-528,0
Autres revenus primaires	0,0	0,0	-0,3	2,4	0,1
Revenus secondaires	-46,6	-217,6	-251,6	-265,8	-217,1
Administrations publiques	234,2	35,4	-13,9	-22,1	64,6
Dont Aides budgétaires	261,8	65,5	-13,8	-22,1	64,6
Autres secteurs	-280,8	-253,0	-237,7	-243,7	-281,7
Dont : Envois de fonds des travailleurs	-281,2	-254,8	-236,9	-248,8	-256,4
Compte de capital	106,2	583,6	73,0	4 141,1	94,8
Acquisitions/cessions d'actifs non fin. Non prod.	-0,5	-0,3	-0,1	-0,5	-1,6
Transfert en capital	106,7	583,9	73,1	4 141,6	96,3
Administrations publiques	105,6	583,9	72,9	4 141,6	96,3
Remises de dettes	56,1	542,9	51,0	4 090,0	0,0
Autres secteurs	1,1	0,0	0,2	0,0	0,0
Compte financier	724,3	566,7	879,7	4 202,1	-80,0
Investissements directs	-182,5	-155,6	-135,1	-161,3	-204,5
Investissements de portefeuille	14,4	-230,0	-49,6	-72,6	-86,1
Dérivés financiers	3,6	3,6	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	888,9	948,6	1 064,4	4 436,1	210,6
Administration publique	155,2	446,1	-413,7	3 973,3	-190,7
Autres secteurs	733,7	502,5	1 478,1	462,8	401,4
Erreurs et omissions nettes	-17,5	-12,3	-21,0	-39,1	36,7
Solde global	128,3	234,7	428,7	-263,5	2,6
Avoirs et engagements extérieurs	-128,3	-234,7	-428,7	263,5	-2,6
Banque centrale	-145,7	-282,4	-299,4	355,0	-3,2
Autres institutions de dépôts	17,4	47,7	-129,2	-91,5	0,6

Source : BCEAO

INTRODUCTION

Conjoncture économique et financière internationale

L'activité économique mondiale a évolué, en 2013, à un rythme moindre que celui enregistré en 2012, affichant un taux de croissance de 3,3% après 3,4%. Cette évolution moins importante est liée, d'une part, à la persistance des risques liés à la volatilité des marchés financiers et, d'autre part, à la décélération de l'activité économique dans les pays émergents et en développement imputable au repli des prix internationaux des produits de base et à la faiblesse de la demande extérieure issue des pays avancés.

Dans les pays industrialisés, le taux de croissance a connu une légère amélioration par rapport à celui enregistré une année auparavant, soit 1,4% après 1,2% en 2012. Ce résultat cache, toutefois, des évolutions divergentes de l'activité économique selon les pays. Aux États-Unis, principale locomotive au sein de ce groupe, la croissance économique a été moins forte (+2,2% en 2013, après 2,3% en 2012). Cette évolution va de pair avec un taux d'endettement public en hausse et un déficit budgétaire qui demeure assez élevé. En zone Euro, le rythme de l'activité économique s'est légèrement redressé à partir du deuxième trimestre de 2013, grâce notamment à une panoplie d'actions entreprises par la Banque Centrale Européenne. Toutefois, cette zone a connu un taux de croissance qui demeure négatif pour toute l'année 2013 (-0,4%, après -0,7% en 2012), en lien surtout avec la récession enregistrée au niveau de certains pays membres, notamment l'Italie (-1,9%) et l'Espagne (-1,2%). Au Japon, l'activité économique a évolué en 2013 au même rythme que l'année auparavant, soit 1,5%.

En revanche, la croissance économique dans les pays émergents et en développement a été moins forte que celle de l'année antérieure. Elle est ressortie à +4,7%, après +5,1% en 2012, en raison de la faiblesse de la demande extérieure issue des pays avancés, de l'instabilité politique et sociale dans certains pays et du repli des prix internationaux des produits de base. En particulier, la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord a connu, en 2013, un net ralentissement de la croissance économique qui est passée d'une année à l'autre, de +4,8% à +2,3%. Pour les pays émergents et en développement de l'Asie, le taux de croissance a enregistré une quasi-stagnation (6,6% contre 6,7%), tendance qui reflète principalement le rythme de progression de l'activité en Chine (+7,7%) et en Inde (+5%).

Dans ce contexte, la croissance économique de l'Afrique Subsaharienne s'est établie à 5,1% en 2013, après 4,4% en 2012.

Concernant le marché du travail, le rythme des destructions d'emplois s'est réduit dans la plupart des pays industrialisés, en liaison avec le regain d'activité enregistré durant les derniers mois de l'année 2013. Ainsi, le taux de chômage est ressorti aux États-Unis à 7,5% en 2013, en baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2012. Au Japon, ce taux s'est situé autour de 4,0% en 2013, après 4,2%, un an plus tôt. En revanche, dans la Zone euro, le taux de chômage s'est maintenu à 12,0%.

Quant à l'inflation, elle a poursuivi sa décélération au cours de l'année 2013, en relation avec le repli des cours mondiaux des produits alimentaires. Dans les pays industrialisés, le taux d'inflation s'est établi à 1,4% en 2013, après 2,0% en 2012. Au sein des pays émergents et en développement, il s'est situé autour de 5,9% en 2013, contre 6,1% en 2012.

Au plan de la politique monétaire, les banques centrales des principaux pays industrialisés, à l'exception de la Réserve Fédérale américaine (FED), ont maintenu leur politique de soutien à la croissance économique et à la lutte contre le chômage. La Banque Centrale Européenne a baissé, à deux reprises, de 25 points de base, les 2 mai et 7 novembre 2013, son principal taux directeur, ramené à 0,25%. Le taux de prêt marginal et celui de la facilité de dépôt ont été respectivement fixés à 0,75% et à 0%. Pour sa part, la FED a infléchi sa politique monétaire accommodante. Elle a réduit le montant de ses rachats d'actifs, en le ramenant de 85,0 milliards à 75,0 milliards de dollars par mois à la fin de l'année 2013. La Banque du Japon a changé l'orientation de sa politique monétaire en mars 2013, désormais tournée vers la lutte

contre la déflation. Elle s'est fixée, le 3 avril 2013, comme objectif prioritaire, la cible de 2% d'inflation, à atteindre dans un horizon de deux ans.

Au sein des pays émergents, la politique monétaire a enregistré une orientation différenciée. Au Brésil, face à une remontée de l'inflation qui s'est située à 6,6% en mars 2013 pour une cible de 4,5% (+/-2%), la Banque Centrale a relevé son taux directeur qui est passé de 7,25% en mars 2013 à 8,50% le 9 juillet 2013, puis à 9,5% en décembre 2013. La Banque Centrale de l'Inde, après des baisses successives de 25 points de base (pdb) de son principal taux directeur qui a été ramené à 7,25% en mai 2013, a décidé une double augmentation de 25 pdb du même taux directeur le 20 septembre, puis le 29 octobre 2013, pour le porter à 7,75%. La Banque Populaire de Chine a maintenu l'orientation prudente de sa politique monétaire, en ligne avec l'objectif d'inflation de 3,5% fixé pour 2013.

Sur les marchés des changes, l'euro s'est apprécié par rapport aux principales devises, à la faveur de la reprise progressive de l'activité au sein de la Zone. Vis-à-vis du yen, de la livre sterling, du dollar et du yuan, son cours a respectivement progressé de 26,5%, 4,7%, 3,4% et de 0,7% entre 2012 et 2013.

Le franc CFA, du fait de son ancrage nominal à l'euro, a connu une évolution similaire par rapport à ces monnaies.

Quant aux marchés financiers internationaux, en particulier les marchés boursiers, ils ont été globalement bien orientés. Les principaux indices des places de Francfort, Paris et Londres, notamment le DAX, le CAC 40 et le FTSE100, se sont inscrits en hausse de 25,5%, de 18% et de 14,4% respectivement. Quant aux indices américains, Nasdaq et Dow Jones, ils ont enregistré des améliorations respectives de 38,3% et 26,5%. De même, le Nikkei, principal indice de la bourse de Tokyo, a connu une nette reprise, clôturant l'année avec une performance de 56,7%.

Au niveau de l'UEMOA, la croissance des États membres s'est maintenue à un rythme relativement soutenu. Selon les estimations, le Produit Intérieur Brut en volume (PIB réel) de l'Union a progressé de 5,6% en 2013, après 6,3% en 2012. Cette vigueur économique est imputable à l'accroissement de la production des cultures de rente dans la plupart des États, au regain d'activité dans le secteur manufacturier ainsi que dans les bâtiments et travaux publics. La mise en valeur des potentialités minières y a également contribué de manière significative. Les résultats obtenus sont aussi dus à la nette amélioration de la qualité des politiques économiques mises en œuvre dans les États et aux ambitieux programmes d'investissement en cours d'exécution pour résorber les contraintes en matière d'infrastructures. Le taux d'investissement, qui a longtemps stagné en dessous de 20% du PIB dans les années 2000, s'est redressé progressivement depuis 2012. Il est ressorti à 23,7% en 2013.

Concernant les prix, le taux d'inflation dans l'UEMOA est ressorti en moyenne à 1,5% en 2013, après 2,4% en 2012 et 3,9% en 2011. Cette décélération reflète la détente des prix des céréales locales, subséquente aux bons résultats de la campagne agricole 2012/2013, à la baisse des prix des produits alimentaires importés et à celle des prix du carburant, du fait de l'absence de tensions sur les marchés internationaux du pétrole brut.

Pour ce qui est de la politique monétaire dans l'Union, l'action de la Banque Centrale au cours de l'année 2013 s'est appuyée principalement sur l'utilisation des instruments indirects de régulation de la liquidité. Dans un contexte caractérisé par une maîtrise des pressions inflationnistes, la BCEAO a procédé à une baisse de ses taux d'intérêt directeurs de 25 pdb en mars et septembre 2013 pour soutenir l'activité économique, à travers un assouplissement des conditions de financement. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal ont ainsi été ramenés respectivement à 2,50% et à 3,50% à compter du 16 septembre 2013 contre 3,00% et 4,00% au début de l'année 2013. Le coefficient des réserves obligatoires applicables aux banques a été maintenu à 5% pour l'ensemble des banques de l'UEMOA, niveau en vigueur depuis le 16 mars 2012.

Concernant les matières premières, les cours se sont, dans l'ensemble, orientés à la baisse, en lien avec le ralentissement de la croissance mondiale, l'abondance de l'offre de la plupart des produits et la décélération de la demande émanant des pays émergents. Les prix des produits alimentaires et des métaux ont décliné, en liaison avec l'atonie de la demande mondiale. En revanche, les prix des produits énergétiques, singulièrement ceux du pétrole ainsi que ceux des produits agricoles se sont orientés à la hausse, en rapport avec le regain d'activité dans les pays industrialisés. Concernant les cours des matières premières exportées par l'Union, ils ont pour la plupart enregistré de fortes baisses. En moyenne sur l'année 2013, leurs cours ont reculé de 27,9% pour la noix de cajou, 22,7% pour le caoutchouc, 19,1% pour l'huile de palmiste, 14,0% pour l'huile de palme et 8,2% pour le café. Le cours de l'or a baissé de 15,5%, en raison du reflux de la demande mondiale consécutive aux mesures prises par l'Inde pour limiter les importations d'or, afin de réduire le déficit du compte courant de la balance des paiements du pays. L'orientation baissière des prix mondiaux de l'or s'explique également par le regain d'intérêt des investisseurs pour les actifs financiers libellés en dollars américains, dont ils anticipent une augmentation des rémunérations en cas d'arrêt par la FED de sa politique monétaire accommodante. En revanche, les cours du coton et du cacao se sont renforcés, respectivement de 5,3% et 1,9%, au cours de l'année 2013.

Conjoncture économique et financière nationale

En 2013, l'économie ivoirienne a poursuivi sa consolidation grâce à un cadre macroéconomique stable, à la poursuite des réformes structurelles et à la relance des investissements publics dans le cadre du Plan National de Développement (PND) 2012-2015. Le PIB a enregistré, en termes réels, une progression de 9,2% après 10,7% en 2012.

Le secteur primaire a enregistré une croissance de 6,9% en 2013, après une contraction de 2,7% en 2012. Cette performance est attribuable, en partie, aux hausses des productions de coton, de caoutchouc naturel, de noix de cajou, de banane et de cacao.

La production de cacao fèves est ressortie en hausse de 11,5% à fin décembre 2013 en relation avec l'entrée en production de la nouvelle variété « Mercedes » à rendement élevé, développée dans le cadre du programme Qualité-Quantité et Croissance (2QC). Celle du caoutchouc naturel a progressé de 10,1% d'une année à l'autre, grâce à l'entrée en production de nouvelles exploitations et à l'accroissement des surfaces plantées.

Concernant la noix de cajou, la production a crû de 8,3%, du fait du regain de confiance des producteurs consécutif à la réforme de la filière.

Au niveau du coton graine, l'augmentation de la production de 24,0% se justifie par un meilleur encadrement des producteurs et l'octroi d'appuis financiers de la part de l'Etat et de l'Union Européenne (subvention du prix des intrants et financement de projets et programmes, notamment le projet de relance de la culture attelée dans le bassin cotonnier).

S'agissant de la culture de banane, sa production a augmenté de 4,5% entre 2012 et 2013, grâce aux investissements réalisés pour accroître les superficies cultivées et améliorer la productivité.

Le secteur secondaire a, quant à lui, affiché un taux de croissance de 8,8%, après un recul de -1,4% en 2012. Ce redressement est induit par l'ensemble des branches.

En particulier, les Bâtiments et Travaux Publics (BTP) se sont consolidés de 27,9% entre 2012 et 2013, tirés par les divers travaux de construction des Ponts Henri Konan BEDIE et de Jacqueline, la réhabilitation des universités publiques, la poursuite des travaux de l'autoroute du nord, le bitumage de nouvelles routes et la construction de logements sociaux.

Quant à l'Energie (gaz, eau, électricité), elle a progressé de 19,5% d'une année à l'autre, sous l'effet de la hausse de l'extraction de gaz naturel (+19,8%), de l'augmentation de la capacité de production de la centrale thermique AGGREKO (+100 MW) et de la réalisation d'infrastructures hydrauliques à Abidjan et à l'intérieur du pays.

En ce qui concerne l'extraction minière, elle est caractérisée en 2013 par une baisse continue de la production de pétrole brut, un redressement de celles de l'or et du manganèse. En effet, la production de pétrole brut s'est établie à 9,1 millions de barils, en repli de 15,1% par rapport à fin décembre 2012, suite à la déplétion naturelle de certains champs qui a entraîné une baisse de production au niveau du CI 11 (-24,0 %), du CI 40 (-22,3%) et du CI 26 (-7,5%). L'extraction d'or a atteint 15 516,0 kilogrammes à fin décembre 2013, soit une hausse de 18,6% par rapport à celle de l'année antérieure, induite par la croissance des productions des mines d'or de Tongon (+13,5%) et d'Ity (+78,8%). L'extraction de manganèse a, quant à elle, progressé de 21,2% en 2013 pour se situer à 146 018,5 tonnes, grâce à l'entrée en production de la mine de Lauzoua.

Les tendances favorables observées au niveau du secteur secondaire ont bénéficié au secteur tertiaire qui s'est redressé de 9,6% entre 2012 et 2013. Plusieurs autres facteurs ont également concouru à ce dynamisme, notamment la reprise de la demande en lien avec la nette amélioration du climat des affaires, la pleine activité d'Air Côte d'Ivoire, l'arrivée de CORSAIR et le développement des activités d'Air France.

Au plan de la demande, la consommation finale a augmenté de 5,7% entre 2012 et 2013. Elle a bénéficié des créations nettes d'emplois et de l'amélioration de la situation socio-politique. De même, les investissements se sont inscrits en hausse de 31,8%, soutenus par les chantiers de l'État et l'implantation de nouvelles usines.

Relativement à l'évolution des prix à la consommation, l'inflation s'est établie à 2,6%, après 1,3% en 2012, en liaison avec, d'une part, l'inflation importée résultant principalement de la hausse des prix des fruits et légumes frais (+18,0%), des produits laitiers (+19,7%), des poissons, viandes et conserves (+16,5%) et, d'autre part, le renchérissement des fonctions « enseignement » (+24,5%), « articles d'habillement et chaussures » (+6,9%), « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+2,1%), « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+1,9%), « transports » (+1,0%), « restaurants et hôtels » (+0,9%) et « biens et services divers » (+1,3%) au niveau national.

Au titre des finances publiques, la situation en 2013 est marquée par un déficit budgétaire² de 346,2 milliards, soit -2,2% du PIB. Ce déficit est moins prononcé que celui de l'année 2012 qui était estimé à 432,5 milliards.

Les recettes et dons ont évolué de 2.621,5 à 3.039,5 milliards à fin décembre 2013, soit une hausse de 15,9%. Elles se décomposent en recettes fiscales (2.408,6 milliards, soit 79,2% du total), en recettes non fiscales (429,4 milliards, soit 14,1% du total) et en dons (201,5 milliards, soit 6,6% du total).

Les dépenses totales et prêts-nets ont augmenté de 3.053,9 à 3.385,6 milliards, soit une majoration de 12,4% induite par le relèvement des dépenses de personnel (+104,2 milliards), des prestations sociales (+23,1 milliards) et des dépenses d'investissement (+326,5 milliards) ; les subventions et autres transferts (-85,5 milliards), les dépenses de fonctionnement (-13,4 milliards) et les dépenses sociales ciblées (-20,5 milliards) s'étant repliées.

Concernant les agrégats monétaires, les avoirs extérieurs nets sont ressortis à 1.558,5 milliards à fin décembre 2013 après 1.555,9 milliards à fin décembre 2012, soit une progression de 2,6 milliards. Quant au crédit intérieur, il s'est inscrit en hausse de 693,1 milliards. Il est, en effet, passé de 3.441,5 milliards à fin décembre 2012 à 4.134,6 milliards à fin décembre 2013. Cette consolidation est imputable aussi bien à l'endettement bancaire net de l'Etat (+170,9 milliards) qu'aux crédits à l'économie (+522,2 milliards). Il en a résulté un accroissement de la masse monétaire de 568,9 milliards.

2. Déficit budgétaire base ordonnancement

I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Les transactions courantes enregistrent un déficit de 208,8 milliards en 2013, soit -1,4% du PIB, après un déficit de 163,7 milliards (-1,2% du PIB) en 2012, en liaison essentiellement avec la dégradation des échanges de biens et l'accentuation du déficit des services.

Tableau 2 : Evolution de la balance courante

(En milliards de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Biens et services	1 252,9	900,4	1 974,4	572,1	453,4
Biens	1 508,7	1 793,7	2 816,3	1 565,6	1 479,2
Services	-757,1	-893,3	-842,0	-993,5	-1 025,8
Revenus primaires	-442,5	-452,7	-466,3	-469,9	-445,1
Revenus secondaires	-46,6	-217,6	-251,6	-265,8	-217,1
Solde du compte courant	763,8	230,2	1 256,4	-163,7	-208,8
Solde du compte courant (hors dons)	502,1	164,3	1 245,4	-193,3	-314,1
PIB Nominal	11 463,5	12 324,7	11 976,7	13 804,9	15 459,8
Solde courant (en pourcentage du PIB)	6,7%	1,9%	10,5%	-1,2%	-1,4%

Source : BCEAO

I.1- Balance commerciale de biens

En 2013, la balance des biens³ ressort excédentaire à 1.479,2 milliards, après 1.565,6 milliards en 2012, soit un repli de 5,5% dû à une contraction en valeur des exportations plus prononcée que celle des importations.

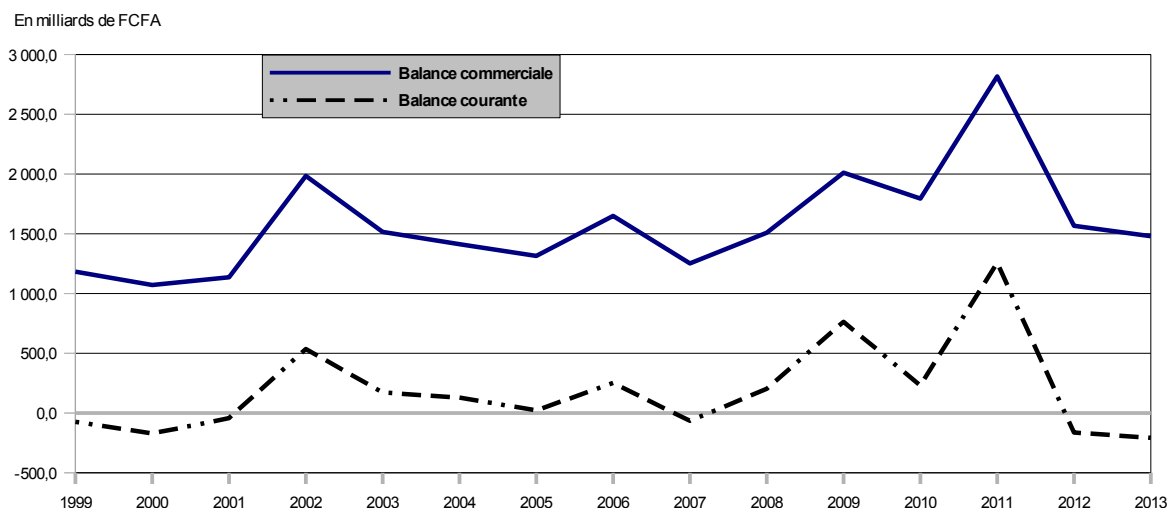
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Exportations de biens, base balance des paiements	5 273,4	5 651,2	5 962,1	6 189,4	5 952,9
dont cacao	1 753,6	1 884,3	1 969,4	1 722,1	1 931,8
part	33,3%	33,3%	33,0%	27,8%	32,5%
dont produits pétroliers	1 559,4	1 608,5	1 740,4	2 003,7	1 693,4
part	29,6%	28,5%	29,2%	32,4%	28,4%
Importations de biens, base balance des paiements	3 263,4	3 857,5	3 145,7	4 623,7	4 473,6
dont produits pétroliers	1 006,7	1 385,0	1 274,1	1 962,2	1 824,4
part	30,8%	35,9%	40,5%	42,4%	40,8%
dont riz	281,5	227,5	268,1	349,3	233,2
part	8,6%	5,9%	8,5%	7,6%	5,2%
Balance commerciale de biens	2 010,0	1 793,7	2 816,3	1 565,6	1 479,2
Taux de couverture des importations de biens par les exportations de biens	161,6%	146,5%	189,5%	133,9%	133,1%
Taux de couverture des importations de biens et services par les exportations de biens et services	127,4%	116,9%	144,2%	109,3%	107,8%
Degré d'ouverture commerciale	45,4%	46,9%	45,5%	46,4%	40,0%

Sources : DGD, BCEAO

3. Les statistiques douanières font l'objet de quelques corrections. Il s'agit notamment d'ajustements de champ couvert, d'ajustements chronologiques et d'ajustements de valeur. Après ajustement des données du Commerce Général, les coûts de l'assurance et du fret inclus dans les importations CAF sont déduits, afin d'obtenir des valeurs FOB. Ces charges d'assurance et de fret sont imputées à des rubriques de la balance des services. (voir appendice à la fin du document).

Graphique 1 : Evolution de la balance commerciale et de la balance courante



Source : BCEAO

I.1.1- Exportations de biens

I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

En 2013, les exportations de biens (base balance des paiements) ressortent à 5.952,9 milliards, après 6.189,4 milliards un an plus tôt, soit un recul de 236,5 milliards ou -3,8%, sous l'impulsion des marchandises générales (-191,3 milliards ou -3,3%), des exportations nettes de biens dans le cadre du négoce (-2,5 milliards) et de l'or non monétaire (-42,7 milliards ou -13,1%).

Tableau 4 : Evolution des exportations de biens

(En milliards de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Marchandises générales	5 174,1	5 560,5	5 694,0	5 858,5	5 667,2
Dont réexportations	0,0	0,0	0,6	0,2	5,9
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	0,0	0,5	-3,4	4,0	1,5
Or non monétaire	99,3	90,3	271,5	326,9	284,2
Total exportations de biens	5 273,4	5 651,2	5 962,1	6 189,4	5 952,9

Sources : DGD, BCEAO

En particulier, les biens cédés aux autres pays de l'UEMOA se chiffrent à 740,4⁴ milliards en 2013, après 779,2 milliards en 2012, soit une baisse de 38,8 milliards (-5,0%).

Les biens vendus aux pays de la zone euro s'établissent à 2.176,4 milliards en 2013, après 1.914,4 milliards l'année d'avant, soit une hausse de 13,7%.

I.1.1.2- Composition des exportations de biens

En 2013, les exportations, optique commerce général douanes, se composent de produits primaires à hauteur de 42,3% et de produits transformés à concurrence de 57,7%, contre respectivement 51,2% et 48,8% en 2012.

Les produits primaires sont dominés par ceux issus de l'Agriculture industrielle et d'exportation (73,9% en 2013 contre 67,8% en 2012) et les produits miniers (25,4% en 2013 contre 31,5% en 2012).

4. Données corrigées. Ce niveau tient compte des corrections effectuées sur les chiffres des Douanes ivoiriennes à partir de la confrontation avec les données fournies par les pays partenaires et des estimations du commerce non contrôlé.

Au niveau des produits transformés, ceux manufacturés sont prépondérants (70,9% en 2013 contre 59,9% en 2012). Ils sont suivis des produits issus de la première transformation (24,4% en 2013 contre 33,4% en 2012).

Tableau 5 : Principaux groupes de produits exportés

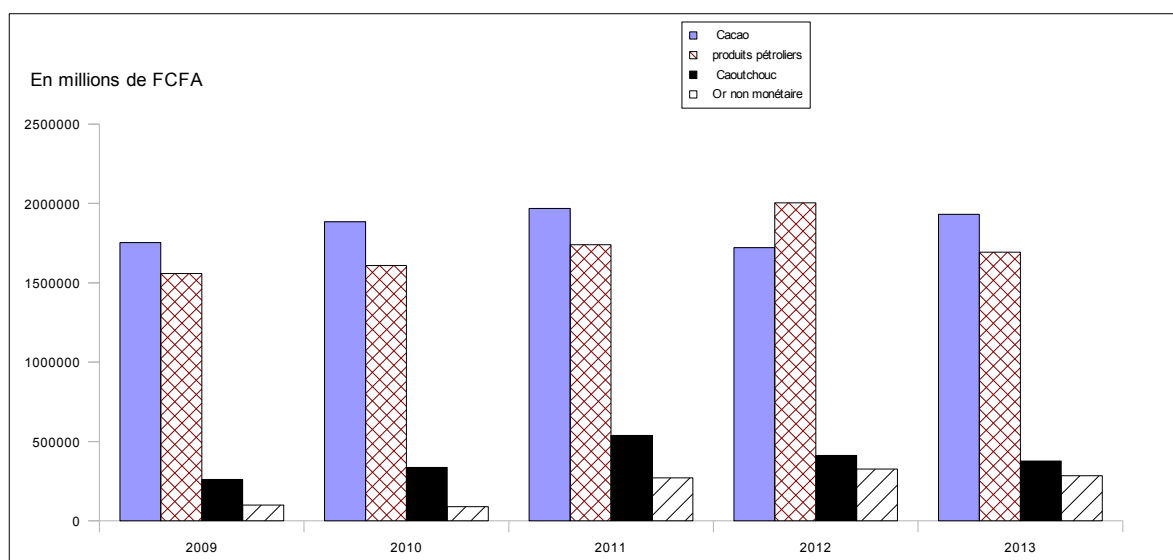
Types de produits	2009	2010	2011	2012	2013
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Produits primaires	2 445 418	2 648 165	3 216 068	3 095 713	3 024 276
part dans les exportations douanières	48,1%	47,8%	55,5%	51,2%	42,3%
Agriculture, Élevage, Pêche	29 607	15 946	16 054	22 989	20 773
part dans les exportations douanières	0,6%	0,3%	0,3%	0,4%	0,3%
part dans les produits primaires	1,2%	0,6%	0,5%	0,7%	0,7%
Agriculture Industrielle et d'Exportation	1 768 986	1 995 860	2 306 862	2 098 292	2 235 852
part dans les exportations douanières	34,8%	36,0%	39,8%	34,7%	31,2%
part dans les produits primaires	72,3%	75,4%	71,7%	67,8%	73,9%
Produits miniers	646 825	636 359	893 153	974 432	767 650
part dans les exportations douanières	12,7%	11,5%	15,4%	16,1%	10,7%
part dans les produits primaires	26,5%	24,0%	27,8%	31,5%	25,4%
Produits transformés	2 634 283	2 891 553	2 581 446	2 945 292	4 132 880
part dans les exportations douanières	51,9%	52,2%	44,5%	48,8%	57,7%
Produits de la première transformation	881 279	997 388	934 408	984 017	1 009 206
part dans les exportations douanières	17,3%	18,0%	16,1%	16,3%	14,1%
part dans les produits transformés	33,5%	34,5%	36,2%	33,4%	24,4%
Conserves et Préparation Alimentaires	163 444	156 738	179 137	195 587	192 598
part dans les exportations douanières	3,2%	2,8%	3,1%	3,2%	2,7%
part dans les produits transformés	6,2%	5,4%	6,9%	6,6%	4,7%
Produits manufacturés	1 589 561	1 737 427	1 467 901	1 765 688	2 931 077
part dans les exportations douanières	31,3%	31,4%	25,3%	29,2%	41,0%
part dans les produits transformés	60,3%	60,1%	56,9%	59,9%	70,9%
Total exportations, optique commerce général douanes	5 079 701	5 539 718	5 797 515	6 041 006	7 157 156

Sources : DGD, BCEAO

Quatre produits, hors biens exceptionnels, demeurent les principales ventes extérieures en 2013. Il s'agit notamment du cacao, du caoutchouc, des produits pétroliers et de l'or non monétaire. Ils représentent 71,8% des recettes d'exportation en 2013 après 74,0% en 2012. Leurs différentes évolutions sont retracées ci-dessous :

- les exportations de cacao (*fèves et préparations*) s'établissent à 1.931,8 milliards, après 1.722,1 milliards en 2012, soit une hausse de 209,7 milliards (+12,2%), après une baisse de 247,2 milliards un an auparavant. Cette progression est imputable, d'une part, à l'amélioration des cours et, d'autre part, à la hausse de la production de cacao, en lien avec l'entrée en production de la variété « Mercedes » dans le cadre du programme Qualité, Quantité et Croissance (2QC) ;
- les recettes pétrolières ressortent à 1.693,4 milliards, après 2.003,7 milliards en 2012, soit un fléchissement de 310,3 milliards ou -15,5%. Cette évolution est due à la baisse de la production des blocs CI 11 (-24,0 %), CI 40 (-22,3%) et CI 26 (-7,5%) par rapport à 2012, en lien avec le déclin naturel des différents champs ;
- pour ce qui est du caoutchouc, les ventes à l'étranger reculent de 36,0 milliards (-8,7%), en relation avec la baisse sensible des cours mondiaux de ce produit par rapport aux niveaux atteints en 2012 ;
- concernant l'or non monétaire, les exportations s'élèvent à 284,2 milliards, après 326,9 milliards en 2012, soit un repli de 42,7 milliards (-13,1%) dû à la chute des cours mondiaux.

Graphique 2 : Evolution des principaux produits exportés



Source : BCEAO

S'agissant des exportations à destination de l'UEMOA, telles que saisies au cordon douanier, leur structure est caractérisée par la prédominance des marchandises suivantes :

- les produits pétroliers (43,9% des ventes en 2013 après 43,3% en 2012) ;
- l'huile de palme (7,7% des ventes en 2013 après 11,8% en 2012) ;
- les plastiques (5,1% des ventes en 2013 après 4,8% en 2012) ;
- le tabac (4,5% des ventes en 2013 après 3,8% en 2012) ;
- les savons (4,2% des ventes en 2013 après 3,9% en 2012).

En 2013, ces produits représentent globalement 65,5% des cessions à destination des autres pays de l'Union contre 67,7% l'année antérieure.

1.1.1.3- Orientation géographique des exportations de biens

Sur la base des statistiques douanières (commerce général hors biens exceptionnels), les ventes à destination de l'Europe ressortent à 2.506,4 milliards, contre 2.104,2 milliards pour l'Afrique, 737,3 milliards pour l'Amérique et 554,1 milliards pour l'Asie en 2013. Ces chiffres sont consécutifs à 2.316,8 milliards pour l'Europe, 2.305,4 milliards pour l'Afrique, 786,3 milliards pour l'Amérique et 551,5 milliards pour l'Asie l'année précédente.

Ainsi, l'Europe demeure le principal débouché de la Côte d'Ivoire. La part de ce continent ressort à 42,0% en 2013 après 38,4% en 2012. L'Europe est suivie par l'Afrique avec une part de 35,3% en 2013, après 38,2% en 2012, l'Amérique dont la part est ressortie à 12,4% en 2013, après 13,0% un an plus tôt, et l'Asie dont la part s'établit à 9,3% en 2013, après 9,1% en 2012.

En Europe, les principaux clients des opérateurs économiques résidents sont les *Pays-Bas* (9,6% du total des exportations et 23,0% des ventes à la zone en 2013, après respectivement 8,1% et 21,2% en 2012), la *France* (7,6% du total des exportations et 18,1% des ventes à la zone en 2013, après respectivement 5,1% et 13,3% en 2012) et l'*Allemagne* (6,7% du total des exportations et 15,9% des ventes à la zone en 2013, après respectivement 6,9% et 18,1% en 2012).

En Afrique, le *Nigeria* demeure le premier consommateur des produits ivoiriens (8,9% du total des exportations et 25,2% des ventes au continent en 2013, après respectivement 10,4% et 27,3% en 2012).

En Amérique, les exportations sont principalement destinées aux *Etats-Unis* (7,9% du total des exportations et 63,6% des ventes à la zone en 2013, après respectivement 7,4% et 57,1% en 2012) et au *Canada* (3,5% du total des exportations et 28,6% des ventes à la zone en 2013, après respectivement 3,9% et 29,9% en 2012).

En Asie, les acheteurs les plus importants sont l'*Inde* (2,1% du total des exportations et 22,6% des ventes à la zone en 2013, après respectivement 3,0% et 33,2% en 2012) et la *Chine* (1,3% du total des exportations et 13,6% des ventes à la zone en 2013, après respectivement 0,9% et 10,1% en 2012).

En prenant en compte les ajustements qui ont été opérés sur les statistiques douanières à partir de la confrontation avec les données fournies par les autres pays de l'UEMOA et de l'estimation du commerce non contrôlé, la ventilation géographique des exportations ne subit pas de modification notable, l'Europe (part de 41,8% en 2013, après 38,2% en 2012) demeurant le principal débouché de la Côte d'Ivoire, devant l'Afrique (part de 35,5% en 2013, après 38,4% une année auparavant), l'Amérique (part de 12,3% en 2013, après 13,0% un an plus tôt) et l'Asie (part est de 9,2% en 2013, après 9,1% l'année antérieure).

En particulier, concernant les recettes issues des exportations à destination des autres pays de l'UEMOA, leur part dans les recettes totales s'est établie à 12,4% en 2013, après 12,9% en 2012, soit un repli de 0,5 point de pourcentage. Le Burkina et le Mali demeurent les principaux consommateurs de produits ivoiriens avec respectivement 44,5% et 25,0% des exportations ivoiriennes à destination de l'UEMOA, soit globalement 69,5%, après 57,6% en 2012. Le Togo occupe la troisième place avec une part de 10,9% devant le Sénégal (9,9%), le Bénin (5,1%), le Niger (4,7%) et la Guinée-Bissau (0,03%).

Tableau 6 : Exportations de la Côte d'Ivoire vers les autres pays de l'UEMOA

(En millions de FCFA)

PAYS PARTENAIRES	2009*		2010*		2011*		2012*		2013*	
	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %
BENIN	55 392	9,3	46 981	9,1	66 040	11,2	96 528	12,4	38 329,2	5,2
BURKINA	214 855	36,2	215 335	41,5	201 847	34,4	290 731	37,3	329 435,1	44,5
GUINEE BISSAU	3 292	0,6	1 499	0,3	557	0,1	390	0,1	221,3	0,0
MALI	129 597	21,9	122 494	23,6	115 720	19,7	158 102	20,3	184 945,6	25,0
NIGER	36 046	6,1	29 934	5,8	23 396	4,0	35 864	4,6	34 744,9	4,7
SENEGAL	75 291	12,7	30 426	5,9	93 825	16,0	115 035	14,8	72 958,4	9,9
TOGO	78 559	13,2	72 273	13,9	85 656	14,6	82 597	10,6	79 786,8	10,8
TOTAL EXPORTATIONS	593 031	100,0	518 943	100,0	587 041	100,0	779 247	100,0	740 421,2	100,0

Sources : DGD, BCEAO

* Données ajustées sur la base des travaux de la Cellule sous-régionale

I.1.2- Importations de biens

I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens

En s'établissant à 4.473,6 milliards en 2013, après 4.623,7 milliards en 2012, les importations de biens FOB (base balance des paiements) enregistrent une baisse de 150,1 milliards ou -3,2%.

En valeur CAF, les achats de biens en provenance des pays de la zone euro s'établissent à 1.454,8 milliards, après 1.343,5 milliards l'année d'avant, soit une progression de 8,3%. Quant

aux biens acquis auprès des autres pays de l'UEMOA, ils s'élèvent à 189,2⁵ milliards en valeur CAF, après 206,4 milliards en 2012, soit un repli de 8,3%.

Tableau 7 : Evolution des importations de biens FOB

(En milliards de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Marchandises générales	3 263,4	3 857,5	3 145,7	4 623,7	4 473,6
Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Négoce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total importations de biens	3 263,4	3 857,5	3 145,7	4 623,7	4 473,6
Importations de biens / PIB nominal	28,5%	31,3%	26,3%	33,5%	28,9%

Sources : DGD, BCEAO

I.1.2.2- Composition des importations de biens

En 2013, les importations CAF, optique commerce général douanes, sont composées de biens intermédiaires à hauteur de 33,6% contre 37,6% en 2012, de biens d'équipement à hauteur de 32,8% contre 17,4% l'année précédente, d'autres biens de consommation à concurrence de 19,9% contre 26,6% un an plus tôt et de produits alimentaires dans une proportion de 13,7% contre 18,3% l'année d'avant.

Les achats de biens d'équipement et de biens intermédiaires augmentent tandis que ceux des produits alimentaires et des autres biens de consommation baissent.

Ainsi, en 2013, les importations CAF de biens d'équipement et de biens intermédiaires se sont renforcées respectivement de 123,4% et de 6,1%. Hors biens exceptionnels, les biens d'équipement progressent de 8,3% d'une année à l'autre. Ces importations sont en lien avec l'augmentation de la demande d'intrants pour la réalisation d'ouvrages publics, le regain de l'activité économique, l'implantation de nouvelles usines et le renouvellement de certains outils de production dans le secteur privé.

En revanche, les acquisitions de produits alimentaires et d'autres biens de consommation se contractent respectivement de 11,6% et 11,1% sous l'effet de la chute des importations de riz (-33,2%), consécutive à la relance de la production nationale via la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement du Riz et des achats de produits pétroliers (-32,0%).

5. Données ajustées

Tableau 8 : Principaux types de produits importés

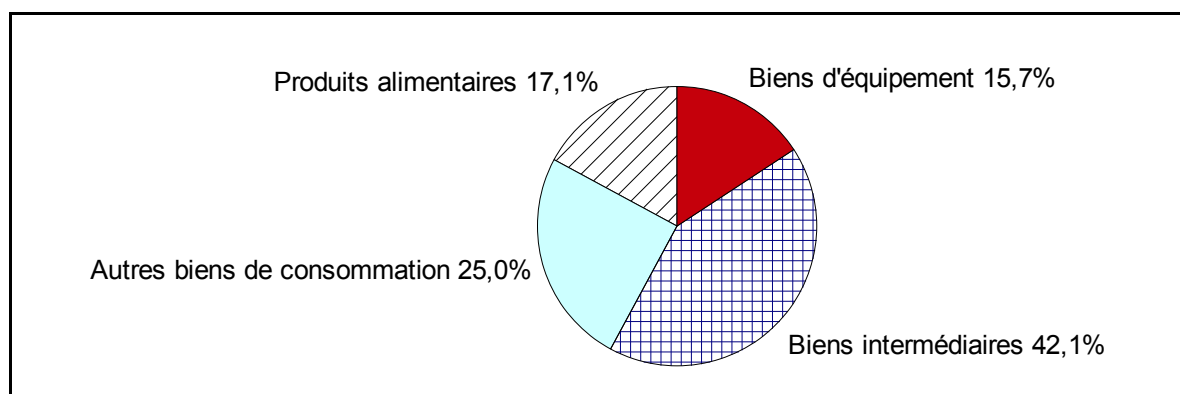
(En milliards de FCFA)

Types de produits	2009	2010	2011	2012	2013
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Produits alimentaires	731,2	737,4	782,2	1 010,1	892,5
part dans les importations	20,3%	16,7%	21,8%	18,3%	13,7%
Poissons	169,1	169,7	190,0	236,3	234,2
part dans les importations	4,7%	3,8%	5,3%	4,3%	3,6%
<i>part dans les produits alimentaires</i>	23,1%	23,0%	24,3%	23,4%	26,2%
Riz semi-blanchi	281,5	227,5	268,1	349,3	233,2
part dans les importations	7,8%	5,2%	7,5%	6,3%	3,6%
<i>part dans les produits alimentaires</i>	38,5%	30,9%	34,3%	34,6%	26,1%
Blé tendre	61,0	72,9	87,5	111,4	105,4
part dans les importations	1,7%	1,7%	2,4%	2,0%	1,6%
<i>part dans les produits alimentaires</i>	8,3%	9,9%	11,2%	11,0%	11,8%
Autres biens de consommation	959,0	1 262,5	1 127,2	1 465,5	1 303,2
part dans les importations	26,7%	28,6%	31,3%	26,6%	19,9%
Produits pétroliers	241,9	549,6	448,2	557,7	379,5
part dans les importations	6,7%	12,5%	12,5%	10,1%	5,8%
<i>part dans les autres biens de consommation</i>	25,2%	43,5%	39,8%	38,1%	29,1%
Prdts pharmaceutiques	139,1	116,8	125,6	148,9	135,2
part dans les importations	3,9%	2,6%	3,5%	2,7%	2,1%
<i>part dans les autres biens de consommation</i>	14,5%	9,3%	11,1%	10,2%	10,4%
Plastiques	134,0	136,1	131,9	166,2	189,2
part dans les importations	3,7%	3,1%	3,7%	3,0%	2,9%
<i>part dans les autres biens de consommation</i>	14,0%	10,8%	11,7%	11,3%	14,5%
Biens intermédiaires	1 286,8	1 384,9	1 278,9	2 071,1	2 196,9
part dans les importations	35,8%	31,4%	35,6%	37,6%	33,6%
Pétrole brut	764,8	835,4	825,9	1 404,6	1 444,9
part dans les importations	21,3%	18,9%	23,0%	25,5%	22,1%
<i>part dans les biens intermédiaires</i>	59,4%	60,3%	64,6%	67,8%	65,8%
Produits chimiques	79,1	73,1	71,1	86,1	90,9
part dans les importations	2,2%	1,7%	2,0%	1,6%	1,4%
<i>part dans les biens intermédiaires</i>	6,1%	5,3%	5,6%	4,2%	4,1%
Fer, fonte, acier et ouvrages	152,8	152,8	102,1	184,1	211,9
part dans les importations	4,2%	3,5%	2,8%	3,3%	3,2%
<i>part dans les biens intermédiaires</i>	11,9%	11,0%	8,0%	8,9%	9,6%
Biens d'équipement	618,8	1 027,4	407,4	959,8	2 144,7
part dans les importations	17,2%	23,3%	11,3%	17,4%	32,8%
Machines mécaniques	265,0	271,7	180,1	342,8	394,6
part dans les importations	7,4%	6,2%	5,0%	6,2%	6,0%
<i>part dans les biens d'équipement</i>	42,8%	26,4%	44,2%	35,7%	18,4%
Matériel de transport routier	113,5	126,9	89,8	148,4	155,0
part dans les importations	3,2%	2,9%	2,5%	2,7%	2,4%
<i>part dans les biens d'équipement</i>	18,3%	12,3%	22,0%	15,5%	7,2%
Total importations CAF, commerce général douanes	3 595,7	4 412,3	3 595,6	5 506,5	6 537,3

Sources : DGD, BCEAO

Les principaux produits (hors biens exceptionnels) achetés auprès des fournisseurs non-résidents sont notamment le pétrole brut, les machines mécaniques, les produits pétroliers raffinés, le poisson, le riz et le fer, la fonte, l'acier et les ouvrages en acier. Ces produits représentent globalement 55,6% des achats en provenance de l'étranger.

Graphique 3 : Parts des principaux groupes de produits importés en 2013



Source : BCEAO

S'agissant des importations en provenance de l'UEMOA, telles que saisies au cordon douanier, leur structure est caractérisée, en 2013, par la prédominance du poisson (30,2% des acquisitions), des produits pétroliers (18,0% des achats), des matériels de transport routier (6,4% des acquisitions), du coton (5,3% des commandes), du sel alimentaire (5,2% des achats), le tabac (4,4% des acquisitions) et des graisses et huiles végétales ou animales (4,1% des commandes). Ces produits représentent globalement 73,6% des importations en provenance des autres pays de l'Union.

1.1.2.3- Orientation géographique des importations de biens

La répartition géographique des importations CAF (commerce général douanes hors biens exceptionnels) se caractérise en 2013 par un recul des parts de marché des pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique au profit de celles des pays d'Afrique.

En effet, la part des importations ivoiriennes en provenance des pays de l'Afrique passe de 33,3% en 2012 à 36,2% en 2013. Quant aux pays d'Europe, leur part s'est établie à 31,0%, après 32,4% en 2012. L'Amérique voit sa part de marché ressortir à 7,4% en 2013, après 10,7% en 2012. S'agissant des pays d'Asie, leur part a chuté à 22,9% en 2013, après 23,1% l'année précédente.

En Europe, le principal fournisseur demeure la *France* (13,0% du total des importations et 41,9% des achats provenant de la zone en 2013, après respectivement 13,0% et 40,1% en 2012).

Il en est de même en Afrique pour le *Nigéria* (27,4% des importations globales et 75,6% des achats issus du continent, après respectivement 24,5% et 73,5% en 2012).

En Asie, la Côte d'Ivoire se ravitaille majoritairement auprès de la *Chine* (8,1% du total des importations et 35,2% des achats issus de la zone en 2013, après respectivement 7,0% et 30,2% en 2012). *L'Inde*, avec une part de 3,1% du total des importations et 13,4% des commandes au continent en 2012 contre respectivement 3,8% et 16,3% en 2012, est le second fournisseur asiatique du pays devant la *Thaïlande*.

En Amérique, les achats proviennent principalement des *Etats-Unis* (3,9% du total des importations et 52,4% des achats issus de la zone en 2013, après respectivement 3,4% et 30,2% en 2012).

En prenant en compte les ajustements qui ont été opérés sur les statistiques douanières à partir de la confrontation avec les données fournies par les autres pays de l'UEMOA et de l'estimation du commerce non contrôlé, la ventilation géographique des importations CAF reste caractérisée par le recul des parts de marché des pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie au profit des pays d'Afrique.

En effet, la part des importations ivoiriennes en provenance d'Afrique passe de 34,3% en 2012 à 37,3% en 2013. Quant aux pays d'Europe, leur part recule à 30,4% en 2013, après 31,9% en 2012. L'Asie voit sa part de marché se contracter à 22,5% en 2013, après 22,8% un an auparavant. S'agissant des pays d'Amérique, leur part baisse de 3,2 points de pourcentage pour se situer à 7,3% en 2013, après 10,5% l'année précédente.

En particulier, la part des importations de la Côte d'Ivoire en provenance des pays de l'UEMOA recule de 0,2 point de pourcentage, en se situant à 3,6% des importations totales, après 3,8% en 2012. Par rapport aux importations d'origine africaine, la part de l'UEMOA régresse également, passant de 11,2% en 2012 à 9,6% en 2013, soit un repli de 1,6 point de pourcentage.

Les principaux fournisseurs de la Côte d'Ivoire au niveau de l'UEMOA sont le Mali dont la part de marché ressort à 39,3% en 2013, après 30,4% en 2012, le Sénégal dont la part de marché ressort à 27,3% en 2013, après 24,0% en 2012 et le Togo dont la part passe de 26,6% en 2012 à 12,6% en 2013. Ils sont suivis par le Burkina (11,4%) et le Bénin (5,8%).

Tableau 9 : Importations de la Côte d'Ivoire en provenance de l'UEMOA

(en millions de FCFA)

PAYS PARTENAIRES	2009*		2010*		2011*		2012*		2013*	
	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %
BENIN	19 485	19,9	14 379	11,5	16 101	10,9	13 507	6,5	11 009	5,8
BURKINA	15 735	16,1	13 867	11,1	16 752	11,3	22 041	10,7	21 582	11,4
GUINEE BISSAU	199	0,2	0	0,0	615	0,4	272	0,1	2 146	1,1
MALI	20 152	20,6	22 465	18,0	44 799	30,3	62 654	30,4	74 435	39,3
NIGER	1 555	1,6	5 883	4,7	6 173	4,2	3 316	1,6	4 610	2,4
SENEGAL	26 567	27,1	43 661	34,9	36 512	24,7	49 579	24,0	51 620	27,3
TOGO	14 179	14,5	24 798	19,8	27 044	18,3	54 981	26,6	23 805	12,6
TOTAL IMPORTATIONS	97 872	100,0	125 051	100,0	147 996	100,0	206 350,0	100,0	189 207	100,0

Sources : DGD, BCEAO

* Données ajustées sur la base des travaux de la Cellule sous-régionale

I.2- Balance des services

Le solde déficitaire des services se situe à 1.025,8 milliards en 2013, après 993,5 milliards l'année précédente, soit un creusement de 32,3 milliards dû à la consommation de divers services spécialisés en matière de bâtiments et travaux publics, de location-exploitation, d'études, de conseils et d'ingénierie par les sociétés minières, pétrolières et de télécommunication.

Tableau 10 : Evolution de la balance des services

(En milliards de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Transport	-575,1	-683,2	-614,6	-807,5	-788,7
Dont fret	-513,9	-631,1	-560,6	-709,6	-694,5
Voyage	-90,4	-74,9	-94,1	-98,0	-98,9
Autres services	-91,5	-135,2	-133,4	-88,1	-138,2
Total services nets	-757,1	-893,3	-842,0	-993,5	-1 025,8

Source : BCEAO

I.2.1- Exportations de services

Les recettes issues des services fournis aux non-résidents se dégradent de 8,1% par rapport à l'année 2012, en s'établissant à 461,9 milliards, après 502,7 milliards.

Ce retournement est à mettre en relation avec une contraction des ventes de services de transport ferroviaire et d'autres services aux non-résidents.

En effet, les services de transport ferroviaire fournis à certains opérateurs économiques non-résidents s'amenuisent en 2013, en relation avec un détournement du trafic sur certains produits spécifiques⁶ vers les ports de Tema et Cotonou jugés plus attractifs.

Tableau 11 : Exportations de services

(En milliards de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Transport	113,6	117,0	69,7	72,1	68,5
Voyage	71,3	99,5	85,1	87,8	89,4
Autres services	367,8	368,9	325,0	342,8	304,0
Total services nets	552,7	585,4	479,8	502,7	461,9

Source : BCEAO

I.2.2- Importations de services

Comparées à l'année antérieure, les dépenses de consommation de services baissent en 2013, en raison principalement du repli des dépenses de fret consécutif à la contraction des importations de marchandises.

La baisse des dépenses de fret est en partie atténuée par l'augmentation de celles liées aux autres services, notamment les frais de location-exploitation de plate forme de forage par les sociétés pétrolières.

Tableau 12 : Importations de services

(En milliards de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Transport	-688,7	-800,3	-684,3	-879,6	-857,3
dont fret	-542,9	-662,8	-560,6	-777,7	-757,4
Voyage	-161,8	-174,4	-179,1	-185,7	-188,3
Autres services	-459,3	-504,1	-458,3	-430,9	-442,2
Total services importés	-1 309,8	-1 478,7	-1 321,7	-1 496,3	-1 487,8

Source : BCEAO

I.3- Compte de revenu primaire

Le déficit du compte de revenu primaire atteint 445,1 milliards en 2013, après 469,9 milliards un an plus tôt, soit un gain de 24,8 milliards induit principalement par la baisse des intérêts dus sur la dette publique. Ceux-ci chutent à 99,1 milliards, après 153,4 milliards l'année antérieure, faisant ainsi ressortir leur part dans les revenus d'investissements à 18,8% après 27,7% un an plus tôt.

6. Notamment le coton

Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire*(En milliards de FCFA)*

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Rémunérations des salariés	78,9	80,4	80,7	81,7	82,8
Revenus des investissements	-521,4	-533,1	-546,8	-553,9	-528,0
Dont intérêts sur la dette publique	-126,5	-128,1	-129,7	-153,4	-99,1
Autres revenus primaires	0,0	0,0	-0,3	2,4	0,1
Revenu primaire net	-442,5	-452,7	-466,3	-469,9	-445,1

Source : BCEAO

I.4- Compte de revenu secondaire

Les revenus secondaires enregistrent un déficit de 217,1 milliards, après un solde négatif de 265,8 milliards en 2012, soit une amélioration de 48,7 milliards liée à la fois à l'augmentation des aides budgétaires reçues par l'Administration publique et à la baisse des montants reversés aux instances sous-régionales au titre des prélèvements communautaires⁷.

En effet, les transferts de l'Administration publique affichent en 2013 un solde positif de 64,6 milliards contre un solde négatif de 22,1 milliards l'année précédente, sous l'effet conjugué du relèvement des aides budgétaires reçues (105,2 milliards en 2013 contre 29,7 milliards en 2012) et du repli des montants reversés aux instances sous-régionales au titre des prélèvements communautaires (40,8 milliards en 2013 contre 51,8 milliards en 2012).

Tableau 14 : Evolution du compte de revenu secondaire*(En milliards de FCFA)*

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Administration publique	234,2	35,4	-13,9	-22,1	64,6
Dont aide budgétaire	261,8	65,8	11,0	29,7	105,4
Autres secteurs	-280,8	-253,0	-237,7	-243,7	-281,7
Dont envois de fonds des travailleurs	-281,2	-254,8	-236,9	-248,8	-256,4
Revenu secondaire net	-46,6	-217,6	-251,6	-265,8	-217,1

Source : BCEAO

7. Prélèvement communautaire de solidarité et prélèvement communautaire de la CEDEAO.

II- COMPTE DE CAPITAL

En 2013, le solde positif du compte de capital se situe à 94,8 milliards, après 4.141,1 milliards l'année précédente, déterminé essentiellement par les transactions de l'Administration publique dont le solde positif se replie fortement d'une année à l'autre.

Tableau 15 : Evolution du compte de capital

(En milliards de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-0,5	-0,3	-0,1	-0,5	-1,6
Transferts de capital	106,7	583,9	73,1	4 141,6	96,3
Administration publique	105,6	583,9	72,9	4 141,6	96,3
Dont remises de dettes	56,1	542,9	51,0	4 090,0	0,0
Autres secteurs	1,1	0,0	0,2	0,0	0,0
Solde du compte de capital	106,2	583,6	73,0	4 141,1	94,8

Source : BCEAO

II.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits

Les transactions sur actifs incorporels (brevets, licences, droits d'auteur, marques) se soldent par un déficit de 1,6 milliard, soit un creusement de 1,5 milliards par rapport à l'année antérieure.

II.2- Transferts de capital

Le solde des transferts de capital s'affichent à +96,3 milliards, après +4.141,6 milliards l'année précédente, en liaison avec l'absence de remise de dette au profit de l'Administration publique en 2013. En effet, aucun allègement de dette n'a été accordé à l'Etat ivoirien après ceux obtenus en 2012 dans le cadre de l'initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE).

III- COMPTE FINANCIER

Présenté selon l'optique BCEAO, ce compte affiche un solde négatif de 80,0 milliards en 2013, après 4.202,1 milliards en 2012. Ce solde résulte, d'une part, de l'accroissement net des passifs de l'Administration publique relatifs aux investissements de portefeuille et aux prêts et, d'autre part, de l'augmentation des engagements des entreprises concernant les investissements directs étrangers.

Tableau 16 : Evolution du compte financier (optique BCEAO)

(En milliards de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Investissements directs	-182,5	-155,6	-135,1	-161,3	-204,5
Investissements de portefeuille	14,4	-230,0	-49,6	-72,6	-86,1
Dérivés financiers	3,6	3,6	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	888,9	948,6	1 064,4	4 436,1	210,6
Solde du compte financier	724,3	566,7	879,7	4 202,1	-80,0

Source : BCEAO

III.1- Investissements directs étrangers

Les flux d'investissements directs étrangers se soldent par une entrée nette de capitaux de 204,5 milliards en 2013, après 161,3 milliards en 2012, soit une augmentation de 26,8%, en liaison avec l'implantation de nouvelles usines et le renouvellement de certains outils de production. Les acquisitions nettes d'actifs financiers relevant des investissements directs ressortent à -3,2 milliards contre +201,3 milliards d'accroissement net des passifs relevant de cette même catégorie.

- **Acquisitions nettes d'actifs financiers**

Contrairement à l'année 2012 où les résidents ivoiriens avaient investi 7,3 milliards de FCFA à l'étranger, l'année 2013 est caractérisée par des retraits de capitaux à hauteur de 3,2 milliards de FCFA.

De manière détaillée, la majeure partie des nouveaux investissements (2,3 milliards) tient aux transactions sur les actions (2,1 milliards) et, dans une moindre mesure, aux prêts accordés aux entreprises sœurs (0,2 milliard). Quant aux désinvestissements (5,5 milliards), ils correspondent à des ventes de parts détenues initialement dans des entreprises sœurs et à une diminution des capitaux détenus dans des entreprises d'investissements directs en liaison avec les pertes subies par celles-ci.

- **Accroissement net des passifs financiers**

En 2013, les investissements directs étrangers reçus par l'économie ivoirienne ressortent à 201,3 milliards de FCFA. Ils résultent de nouveaux investissements à hauteur de 238,4 milliards de FCFA et de retraits de capitaux à concurrence de 37,1 milliards de FCFA.

Ce montant net (201,3 milliards) d'entrées de ressources est le fait de placements sous forme d'actions à hauteur de 66,0 milliards et de financements sous forme d'instruments de dettes à concurrence de 135,1 milliards.

Les principaux secteurs d'activités, bénéficiaires nets, de ces entrées de fonds sont :

- industrie manufacturière (60,8% des ressources reçues) ;
- communication (13,3% des ressources reçues) ;
- intermédiation financière (12,7% des entrées de capitaux) ;
- construction (8,7% des ressources reçues) ;
- Production et distribution d'électricité, gaz (7,1% des entrées de capitaux).

De manière détaillée, les nouveaux investissements (238,4 milliards) reçus par les entreprises ivoiriennes relèvent aussi bien de prises de participations sous forme d'actions (95,3 milliards) que de dettes envers leurs maisons mères (143,1 milliards).

Les principaux secteurs d'activités bénéficiaires sont :

- industrie manufacturière (53,6% des ressources reçues) ;
- intermédiation financière (14,2% des entrées de capitaux) ;
- communication (13,7% des ressources reçues) ;
- construction (7,3% des ressources reçues) ;
- Production et distribution d'électricité, gaz (6,3% des entrées de capitaux).

Les principaux pourvoyeurs des fonds sont :

- le Nigeria, avec 54,4 milliards (22,8% des ressources) investis essentiellement dans l'industrie manufacturière ;
- la France, avec 52,4 milliards (22,0% des ressources) investis dans l'industrie manufacturière et dans la production et distribution d'électricité et de gaz ;
- les Pays-Bas, avec 41,6 milliards (17,5% des ressources) investis essentiellement dans l'industrie manufacturière ;
- la Lybie, avec 32,6 milliards (13,7% des ressources) entièrement investis dans la communication ;
- la Suisse, avec 16,9 milliards (7,1% des ressources) principalement investis dans l'intermédiation financière, assurance et retraite ;
- le Togo, avec 8,9 milliards (3,7% des ressources) principalement investis dans l'intermédiation financière, assurance et retraite ;
- le Maroc, avec 7,6 milliards (3,2% des ressources) investis dans l'industrie manufacturière et l'intermédiation financière, assurance et retraite ;
- le Burkina, avec 4,7 milliards (2,0% des ressources) principalement investis dans l'intermédiation financière, assurance et retraite ;
- Singapour, avec 4,5 milliards (1,9% des ressources) principalement investis dans l'industrie manufacturière ;
- l'Afrique du Sud, avec 4,2 milliards (1,8% des ressources) entièrement investis dans la construction ;
- la Tunisie, avec 4,1835 milliards (1,8% des ressources) entièrement investis dans la construction.

Ces pays totalisent 97,5% des entrées de fonds relevant des investissements directs.

En ce qui concerne les désinvestissements (37,1 milliards), ils relèvent aussi bien de cessions, par les non-résidents, de certaines participations détenues dans les entreprises ivoiriennes (29,3 milliards), que de remboursements de dettes intra-groupes des filiales ivoiriennes à leurs maisons mères ou à d'autres sociétés du groupe (7,8 milliards).

Les principaux secteurs d'activités ayant subi ces désinvestissements sont le commerce de gros et de détail (15,0 milliards ou 40,5% des retraits de capitaux), l'intermédiation financière, assurance et retraite (8,4 milliards ou 22,5% des retraits de capitaux), la communication (5,8 milliards ou 15,6% des retraits de capitaux) et l'industrie manufacturière (5,5 milliards ou 14,7% des retraits de capitaux).

Ces retraits de capitaux sont le fait d'investisseurs établis au Liban (6,2 milliards ou 16,8% des fonds désinvestis), au Cameroun (5,5 milliards ou 14,8% des capitaux désinvestis), au Royaume-Uni (3,9 milliards ou 10,6% des capitaux retirés), en Suisse (3,0 milliards ou 8,0% des retraits de fonds), au Mali (2,5 milliards ou 6,7% des capitaux retirés), aux Pays-Bas (2,5 milliards ou 6,7% des capitaux retirés), au Gabon (2,4 milliards ou 6,6% des capitaux retirés), en France (2,2 milliards ou 6,0% des capitaux retirés) et d'autres investisseurs d'horizons divers.

Tableau 17 : Structure des IDE en 2012 et 2013

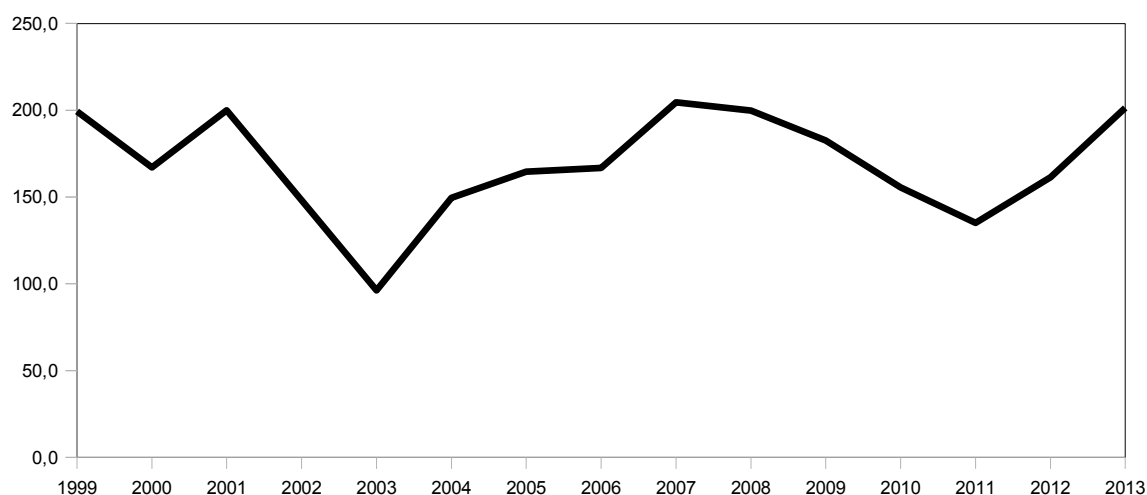
En milliards de FCFA

		Réalizations		Variation
		2012	2013	
Investissements des étrangers en Côte d'Ivoire	nouveaux investissements	222,3	238,4	7,3%
	liquidation d'investissements	-53,7	-37,1	-30,8%
	Flux net	168,6	201,3	19,4%
Investissements des ivoiriens à l'étranger	nouveaux investissements	14,5	2,3	-84,1%
	liquidation d'investissements	-7,2	-5,5	-24,2%
	Flux net	7,3	-3,2	-143,3%
FLUX NET ANNUEL		161,3	204,5	26,8%

Source : BCEAO

Graphique 4 : Evolution des flux nets d'IDE

En milliards de FCFA



Source : BCEAO

III.2- Investissements de portefeuille

En 2013, les investissements de portefeuille se sont soldés par un accroissement net des passifs financiers de 86,1 milliards, après 72,6 milliards l'année précédente. Cette progression des engagements est impulsée principalement par les transactions sur les titres émis par le Trésor public ivoirien (86,9 milliards).

En particulier, les transactions sur les bons du Trésor public se soldent par une diminution nette des engagements financiers de 5,1 milliards contre un accroissement net de 0,2 milliard en 2012. Les nouvelles souscriptions s'établissent à 166,5 milliards, après 41,6 milliards en 2012. Quant aux amortissements, ils ressortent à 171,6 milliards en 2013, alors qu'en 2012 aucun remboursement n'a été enregistré.

Pour ce qui est des transactions sur les titres longs, notamment les obligations du Trésor public et les emprunts obligataires, elles se caractérisent par une augmentation nette des passifs financiers de 92,0 milliards, après 60,2 milliards un an plus tôt. Les nouvelles souscriptions ressortent à 171,3 milliards, après 76,3 milliards en 2012. Concernant les amortissements, ils se sont établis à 81,3 milliards, après 16,1 milliards l'année précédente.

III.3- Dérivés financiers

Aucune transaction de cette catégorie n'a été enregistrée en 2013.

III.4- Autres investissements

Les flux nets au titre des autres investissements s'établissent à +210,6 milliards, après +4.436,1 milliards en 2012.

Les numéraires et dépôts se caractérisent par une acquisition nette d'actifs de 204,6 milliards, après 377,4 milliards un an plus tôt, sous l'impulsion principalement des dépôts des autres secteurs.

S'agissant des prêts, ils affichent un solde négatif de 329,3 milliards en 2013, résultant d'une acquisition nette d'actifs financiers de 10,8 milliards et d'une hausse nette des passifs financiers de 340,1 milliards. Cette augmentation des passifs financiers est le résultat des tirages sur ressources extérieures effectués par l'Administration publique et des financements à long terme obtenus par des entreprises opérant dans les secteurs de l'électricité et de la construction.

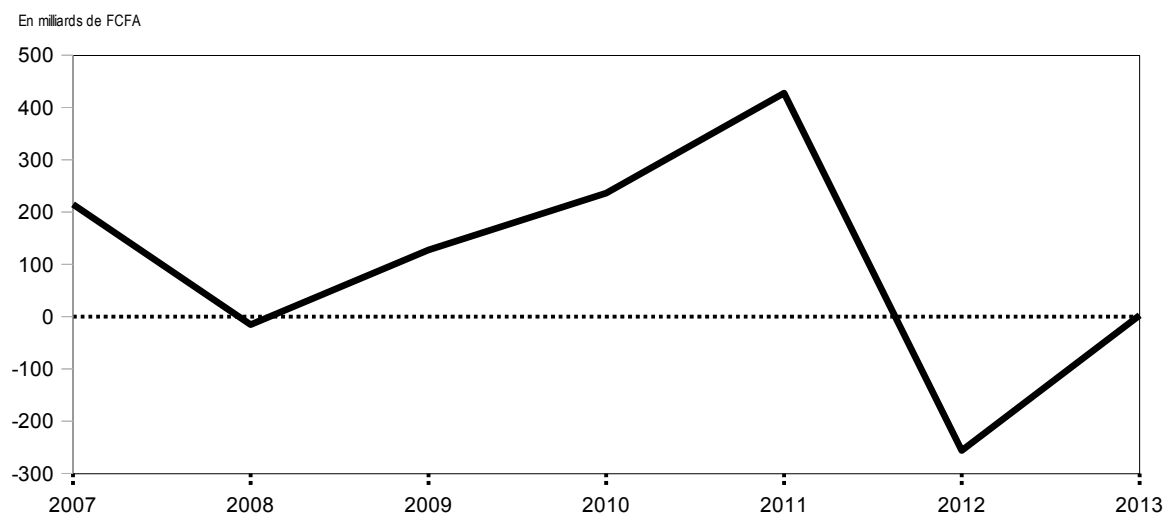
En particulier, les flux de passifs financiers concernant la Banque Centrale et l'Administration publique ont évolué comme suit :

- la Banque Centrale : 74,6 milliards d'augmentation nette des dettes au titre des *crédits et prêts du FMI autres que réserves* en 2013 après 87,9 milliards en 2012 ;
- l'Administration publique : 16,8 milliards de réduction nette des passifs financiers relatifs aux autres prêts à court terme en 2013 après 195,8 milliards en 2012 d'une part et 215,3 milliards d'augmentation nette des dettes à long terme contre 3.769,2 milliards de réduction nette des mêmes passifs en 2012, d'autre part.

IV- CAPITAUX MONÉTAIRES

En 2013, présentée selon l'optique analytique de la BCEAO, l'évolution des transactions économiques s'est traduite par une hausse de 2,6 milliards des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, contre une baisse de 257,0 milliards en 2012.

Graphique 5 : Evolution de la variation des avoirs extérieurs nets



Source : BCEAO

IV.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont de 1.299,7 milliards en 2013, après 1.296,6 milliards l'année d'avant, soit un raffermissement de 3,2 milliards.

Les avoirs extérieurs bruts se consolident de 58,7 milliards sous l'effet uniquement des autres créances (+73,7 milliards).

Quant aux engagements extérieurs bruts, ils ont augmenté de 55,6 milliards. Cette évolution reflète principalement l'accroissement des recours aux crédits du FMI (+55,2 milliards) et la progression des engagements envers les banques et institutions étrangères (+5,9 milliards).

Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque centrale

en milliards de FCFA

	2009	2010	2011	2012	2013
Avoirs	1 479,0	1 785,8	2 208,4	1 951,5	2 010,2
- Position de réserve	-8,0	5,9	21,1	-0,9	-7,2
- DTS détenus	194,7	207,7	212,4	208,6	199,9
- Autres créances	1 292,3	1 572,2	1 974,9	1 743,7	1 817,4
Engagements*	396,5	433,9	564,3	654,9	710,5
- Recours aux crédits du Fonds	160,2	189,0	310,8	391,8	447,0
- Banque et institutions étrangères	3,1	2,9	3,1	18,0	23,9
- Autres engagements	233,2	242,0	250,4	245,1	239,6
Avoirs extérieurs nets	1 082,5	1 351,9	1 644,1	1 296,6	1 299,7

Source : BCEAO

* y compris les DTS alloués

IV.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

La position extérieure des banques ressort créditrice à 258,8 milliards, après 259,4 milliards en 2012, soit un retrait de 0,6 milliard.

Tableau 19 : Evolution des avoirs et engagements des banques

en milliards de FCFA

	2009	2010	2011	2012	2013
Avoirs	297,2	329,0	423,9	641,8	646,8
- Banques	297,2	329,0	423,9	641,8	646,8
Engagements	230,5	295,5	255,1	382,4	388,0
- Banques	230,5	295,5	255,1	382,4	388,0
Position monétaire extérieure*	66,7	33,5	168,9	259,4	258,8

Source : BCEAO

* Un signe négatif traduit une position extérieure débitrice, un signe positif traduit une position extérieure créditrice

IV.3- Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

Au titre de l'année 2013, l'incidence des transactions économiques et financières a été globalement insignifiante sur les avoirs extérieurs nets du système bancaire qui ne s'améliorent que de 2,6 milliards, après un fléchissement de 257,0 milliards en 2012.

Tableau 20 : Variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires*En milliards de FCFA*

	2009	2010	2011	2012	2013
Variation des avoirs extérieurs nets des banques	-4,3	-33,2	135,3	90,5	-0,6
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Variation des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale	132,1	269,4	292,2	-347,5	3,2
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	127,8	236,2	427,5	-257,0	2,6

Source : BCEAO

V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

Au 31 décembre 2013, l'ensemble des avoirs de la Côte d'Ivoire s'élève à 9.893,8 milliards et les engagements à 8.836,6 milliards. Ainsi, la position extérieure globale a enregistré un solde positif de 1.057,2 milliards, après 1.113,6 milliards en 2012.

Les principales composantes des avoirs sont :

- les autres investissements d'un montant de 7.520,3 milliards dont 3.224,5 milliards au titre de la monnaie fiduciaire et des dépôts (avoirs en monnaies étrangères et avoirs en compte à l'étranger) et 3.047,4 milliards au titre des crédits commerciaux ;
- les réserves officielles de change (avoirs extérieurs bruts de la BCEAO), qui se situent à 2.001,8 milliards, après 1.951,5 milliards un an plus tôt.

Les engagements ont pour principale composante les investissements directs et les emprunts dont les stocks s'établissent respectivement à 3.598,5 milliards (après 3.397,2 milliards en 2012) et 3.224,3 milliards (après 2.903,6 milliards en 2012).

CONCLUSION

Après un solde global négatif de 263,5 milliards un an plus tôt, les paiements extérieurs se soldent, en 2013, par un excédent de 2,6 milliards de FCFA.

En particulier, les transactions courantes enregistrent un déficit plus élevé qu'en 2012, en liaison essentiellement avec la dégradation des échanges de biens et l'accentuation du déficit des services.

En effet, le solde des biens se détériore, en relation avec une contraction en valeur des exportations plus prononcée que celle des importations.

En ce qui concerne le compte des services, son déficit se creuse du fait de la consommation de divers services spécialisés en matière de bâtiments et travaux publics, de location-exploitation, d'études, de conseils et d'ingénierie par les sociétés minières, pétrolières et de télécommunication.

S'agissant du compte du revenu primaire, son déficit se réduit sous l'effet de la baisse des intérêts dus sur la dette publique.

Relativement aux revenus secondaires, ils enregistrent une amélioration induite par l'augmentation des aides budgétaires reçues de l'étranger.

Concernant le compte de capital, son solde positif se contracte en liaison avec l'absence de remise de dette au profit de l'Administration publique en 2013.

Quant au compte financier, il affiche un solde négatif résultant, d'une part, de l'accroissement net des passifs de l'administration publique relatifs aux investissements de portefeuille et aux prêts et, d'autre part, de l'augmentation des engagements des entreprises concernant les investissements directs étrangers.

Au total, l'incidence des transactions économiques et financières a été globalement peu significative sur les avoirs extérieurs nets du système bancaire. La mise en œuvre de mesures susceptibles d'attirer davantage d'investissements directs étrangers, de dynamiser le tourisme et de réduire les déficits structurels des services, des revenus primaires et secondaires permettrait d'enregistrer de meilleurs résultats et contribuerait à réduire la vulnérabilité des comptes extérieurs.

APPENDICE CONCERNANT QUELQUES TRAITEMENTS ET AJUSTEMENTS OPERES SUR LES DONNEES DU COMMERCE GENERAL DOUANE

a) Ajustement de champ couvert

Il vise à corriger certaines distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (ex : déduction des importations des Ambassades).

Par ailleurs, il est procédé, sous cette rubrique, à l'estimation du commerce frontalier ainsi qu'à la prise en compte du commerce frauduleux. Ces traitements sont retracés ci-après :

Point des principaux ajustements de champ pour l'évaluation des marchandises générales	
Transactions sur marchandises générales	Observations
Biens achetés dans les ports et les aéroports par les transporteurs	A inclure
Biens qui pénètrent dans le territoire économique ou le quittent en dehors du circuit formel (avec transfert de propriété)	A inclure
Biens perdus ou détruits après transferts de propriété mais avant de franchir la frontière	A inclure
Biens acquis auprès d'autres économies pour être transformés à l'étranger	A inclure
Biens vendus à l'étranger après avoir été transformés dans d'autres économies	A inclure
Biens dans les entrepôts de douane ou autres zones (avec transfert de propriété)	A inclure
Effets personnels des migrants	A déduire
Biens expédiés aux ambassades, bases militaires, etc. par les autorités du pays d'origine ou vice versa	A déduire
Biens importés pour des projets de construction par des entreprises non résidentes	A déduire
Biens destinés à être réparés ou entreposés sans transferts de propriété	A déduire
Biens expédiés à l'étranger pour transformation ou retournés après avoir été transformés sans transfert de propriété	A déduire
Biens retournés (cas d'annulation du transfert de propriété)	A déduire
Echantillons sans valeur commerciale (pratiques courantes chez les sociétés minières, notamment en phase d'exploration)	A déduire
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	A déduire
Or non monétaire	A déduire

b) Ajustement de valeur

Au niveau du commerce général, les importations sont en valeur CAF. L'ajustement de valeur opéré consiste à scinder le montant des importations CAF en deux parties distinctes : d'une part, le montant FOB payé pour les marchandises proprement dites et, d'autre part, le montant supporté au titre de l'assurance et du transport desdites marchandises. Le montant des importations FOB est imputé dans le compte des biens, tandis que les charges d'assurance et de fret sont reversées dans les services.

ANNEXES

Annexe 1.1 : Balance des Paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes

Annexe 1.5 : Compte de biens et services

Annexe 1.6 : Compte de biens

Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens

Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits

Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens

Annexe 1.11 : Importations par principaux produits

Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises

Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services

Annexe 1.14 : Evolution du compte du revenu primaire

Annexe 1.15 : Evolution du compte du revenu secondaire

Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital

Annexe 1.17 : Evolution du compte financier

Annexe 1.18 : Ventilation géographique des investissements directs étrangers

Annexe 1.19 : Variation de la position extérieure globale nette

Annexe 2.1 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale

Annexe 2.2 : Evolution des avoirs et engagements des banques

Annexe 2.3 : Variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires

Annexe 2.4 : Composition des exportations

Annexe 2.5 : Composition des importations

Annexe 2.6 : Exportations de services

Annexe 2.7 : Importations de services

Annexe 2.8 : Exportations de marchandises par principaux produits

Annexe 2.9 : Importations de marchandises par principaux produits

Annexe 2.10 : Exportations à destination des autres pays de l'UEMOA

Annexe 2.11 : Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA

Annexe 2.12 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2013 à partir des statistiques officielles

Annexe 2.13 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2013

Annexe 2.14 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2013

Annexe 2.15 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2013

Annexe 2.16 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2013

Tableaux résumés

Annexe 1.1 : Balance des Paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(En millions de FCFA)

Postes	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	6 725 122	6 933 968	-208 846
Biens et services	6 414 786	5 961 411	453 375
Biens	5 952 852	4 473 631	1 479 221
Marchandises générales	5 667 157	4 473 631	1 193 526
Dont : Réexportations	5 900	0	5 900
Exportations nettes dans le cadre du négoce	1 543	0	1 543
Or non monétaire	284 153	0	284 153
Services	461 934	1 487 780	-1 025 846
Transport	68 528	857 275	-788 747
Dont : Fret	62 935	757 388	-694 453
Voyage	89 398	188 334	-98 936
Autres services	304 007	442 170	-138 163
Revenus primaires	102 382	547 517	-445 134
Revenus des salariés	93 139	10 345	82 794
Revenus des investissements	9 051	537 088	-528 037
Autres revenus primaires	193	84	109
Revenus secondaires	207 954	425 041	-217 087
Administrations publiques	105 393	40 760	64 633
Aides budgétaires	105 393	40 760	64 633
Autres secteurs	102 561	384 281	-281 720
Dont : Envois de fonds des travailleurs	96 903	353 305	-256 402
Compte de capital	96 333	1 563	94 771
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0	1 563	-1 563
Transfert en capital	96 333	0	96 333
Administrations publiques	96 333	0	96 333
Remises de dettes	0	0	0
Autres secteurs	0	0	0
Compte financier	790 884	868 265	-77 381
Investissements directs	-3 162	201 310	-204 471
Investissements de portefeuille	1 484	87 631	-86 147
Dérivés financiers	0	0	0
Autres investissements	733 828	579 324	154 503
Avoirs de réserves	58 734	0	58 734
Erreurs et omissions nettes	-6 030 570	-6 067 265	36 695

Source : BCEAO

Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

Postes	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	6 725 122	6 933 968	-208 846
Biens et services	6 414 786	5 961 411	453 375
Biens	5 952 852	4 473 631	1 479 221
Marchandises générales	5 667 157	4 473 631	1 193 526
Dont : Réexportations	5 900	0	5 900
Exportations nettes dans le cadre du négoce	1 543	0	1 543
Or non monétaire	284 153	0	284 153
Services	461 934	1 487 780	-1 025 846
Transport	68 528	857 275	-788 747
Dont : Fret	62 935	757 388	-694 453
Voyage	89 398	188 334	-98 936
Autres services	304 007	442 170	-138 163
Revenus primaires	102 382	547 517	-445 134
Revenus des salariés	93 139	10 345	82 794
Revenus des investissements	9 051	537 088	-528 037
Autres revenus primaires	193	84	109
Revenus secondaires	207 954	425 041	-217 087
Administrations publiques	105 393	40 760	64 633
Aides budgétaires	105 393	40 760	64 633
Autres secteurs	102 561	384 281	-281 720
Dont : Envois de fonds des travailleurs	96 903	353 305	-256 402
Compte de capital	96 333	1 563	94 771
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0	1 563	-1 563
Transfert en capital	96 333	0	96 333
Administrations publiques	96 333	0	96 333
Remises de dettes	0	0	0
Autres secteurs	0	0	0
Compte financier	727 112	807 088	-79 976
Investissements directs	-3 162	201 310	-204 471
Investissements de portefeuille	1 484	87 631	-86 147
Dérivés financiers	0	0	0
Autres investissements	728 790	518 147	210 642
Administration publique	7 789	198 520	-190 731
Autres secteurs	721 001	319 628	401 373
Erreurs et omissions nettes	-6 030 570	-6 067 265	36 695
Solde global	63 772	61 177	2 595
Avoirs et engagements extérieurs	-63 772	-61 177	-2 595
Banque centrale	-58 734	-55 550	-3 184
Autres institutions de dépôts	-5 038	-5 627	589

Source : BCEAO

Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(En millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Compte des transactions courantes	763 803	230 156	1 256 449	-163 651	-208 846
Biens et services	1 252 922	900 426	1 974 373	572 101	453 375
Biens	1 508 741	1 793 690	2 816 344	1 565 638	1 479 221
Marchandises générales	1 483 395	1 702 952	2 548 306	1 234 740	1 193 526
Dont : Réexportations	0	0	647	217	5 900
Exportations nettes dans le cadre du négoce	-22	481	-3 432	4 003	1 543
Or non monétaire	99 323	90 257	271 470	326 895	284 153
Services	-757 058	-893 264	-841 970	-993 537	-1 025 846
Transport	-575 083	-683 230	-614 560	-807 490	-788 747
Dont : Fret	-513 871	-631 071	-560 627	-709 572	-694 453
Voyage	-90 446	-74 855	-94 054	-97 974	-98 936
Autres services	-91 528	-135 180	-133 355	-88 074	-138 163
Revenus primaires	-442 499	-452 685	-466 348	-469 922	-445 134
Revenus des salariés	78 944	80 393	80 747	81 651	82 794
Revenus des investissements	-521 443	-533 078	-546 820	-553 929	-528 037
Autres revenus primaires	0	0	-275	2 355	109
Revenus secondaires	-46 620	-217 586	-251 577	-265 830	-217 087
Administrations publiques	234 153	35 389	-13 862	-22 133	64 633
Dont Aides budgétaires	261 753	65 546	-13 837	-22 122	64 633
Autres secteurs	-280 773	-252 975	-237 715	-243 696	-281 720
Dont : Envois de fonds des travailleurs	-281 195	-254 784	-236 939	-248 786	-256 402
Compte de capital	106 206	583 585	72 973	4 141 121	94 771
Acquisitions/cessions d'actifs non fin. Non prod.	-501	-316	-87	-453	-1 563
Transfert en capital	106 707	583 901	73 060	4 141 574	96 333
Administrations publiques	105 600	583 901	72 861	4 141 564	96 333
Remises de dettes	56 100	542 907	51 000	4 090 034	0
Autres secteurs	1 107	0	199	10	0
Compte financier	724 261	566 700	879 731	4 202 136	-79 976
Investissements directs	-182 543	-155 551	-135 098	-161 313	-204 471
Investissements de portefeuille	14 356	-230 003	-49 582	-72 649	-86 147
Dérivés financiers	3 557	3 632	0	0	0
Autres investissements	888 890	948 622	1 064 411	4 436 098	210 642
Administration publique	155 200	446 077	-413 732	3 973 290	-190 731
Autres secteurs	733 690	502 544	1 478 143	462 808	401 373
Erreurs et omissions nettes	-17 457	-12 334	-21 034	-39 063	36 695
Solde global	128 291	234 706	428 657	-263 500	2 595
Avoirs et engagements extérieurs	-128 291	-234 706	-428 657	263 500	-2 595
Banque centrale	-145 715	-282 447	-299 438	354 983	-3 184
Autres institutions de dépôts	17 424	47 741	-129 219	-91 483	589

Source : BCEAO

Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes

(En millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Biens et services	1 252 922	900 426	1 974 373	572 101	453 375
Biens	1 508 741	1 793 690	2 816 344	1 565 638	1 479 221
Services	-757 058	-893 264	-841 970	-993 537	-1 025 846
Revenus primaires	-442 499	-452 685	-466 348	-469 922	-445 134
Revenus secondaires	-46 620	-217 586	-251 577	-265 830	-217 087
Solde du compte courant	763 803	230 156	1 256 449	-163 651	-208 846
Solde du compte courant (hors dons)	502 050	164 313	1 245 449	-193 329	-314 057
PIB Nominal	11 463 500	12 324 723	11 976 725	13 804 940	15 459 777
Solde courant (en pourcentage du PIB)	6,7%	1,9%	10,5%	-1,2%	-1,4%

Sources : DCPE, BCEAO

Annexe 1.5 : Compte de biens et services

(En millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Exportations de biens et services	5 826 082	6 236 661	6 441 816	6 692 101	6 414 786
Importations de biens et services	4 573 160	5 336 236	4 467 443	6 120 000	5 961 411
Balance commerciale de biens et services	1 252 922	900 426	1 974 373	572 101	453 375
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	127,4%	116,9%	144,2%	109,3%	107,6%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	45,4%	46,9%	45,5%	46,4%	40,0%

Source : BCEAO

Annexe 1.6 : Compte de biens

(En millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Exportations de biens	5 273 357	5 651 217	5 962 063	6 189 352	5 952 852
Importations de biens	3 263 378	3 857 527	3 145 720	4 623 714	4 473 631
Balance commerciale de biens	2 009 980	1 793 690	2 816 344	1 565 638	1 479 221
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	127,4%	116,9%	144,2%	109,3%	107,6%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	45,4%	46,9%	45,5%	46,4%	40,0%

Source : BCEAO

Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens

(En millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Marchandises générales	5 174 056	5 560 479	5 694 025	5 858 453	5 667 157
Dont réexportations	0	0	647	217	5 900
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	-22	481	-3 432	4 003	1 543
Or non monétaire	99 323	90 257	271 470	326 896	284 153
Total exportations de biens	5 273 357	5 651 217	5 962 063	6 189 352	5 952 852

Source : BCEAO

Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits

(En millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Cacao	1 753 640	1 884 267	1 969 364	1 722 146	1 931 831
<i>dont cacao en fèves</i>	<i>1 221 628</i>	<i>1 227 205</i>	<i>1 428 858</i>	<i>1 185 542</i>	<i>1 322 206</i>
<i>dont cacao transformé</i>	<i>532 012</i>	<i>657 062</i>	<i>540 506</i>	<i>536 605</i>	<i>609 626</i>
Produits pétroliers	1 559 388	1 608 457	1 740 376	2 003 732	1 693 421
<i>dont pétrole brut</i>	<i>537 990</i>	<i>537 328</i>	<i>618 452</i>	<i>640 233</i>	<i>473 550</i>
<i>dont produits pétroliers</i>	<i>1 021 398</i>	<i>1 071 129</i>	<i>1 121 924</i>	<i>1 363 499</i>	<i>1 219 871</i>
Caoutchouc	260 041	337 560	538 983	412 802	376 765
Or non monétaire	99 323	90 257	271 470	326 896	284 153
Divers	1 600 965	1 730 676	1 441 870	1 723 776	1 666 683
Total exportations de biens	5 273 357	5 651 217	5 962 063	6 189 352	5 952 852

Sources : DGD, BCEAO

Tableaux résumés

Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
EUROPE	2 553 681	2 356 527	2 223 732	2 316 762	2 506 382
UNION EUROPEENNE	2 386 536	2 198 403	2 061 793	2 058 379	2 300 065
ZONE EURO	2 263 457	2 054 743	1 995 355	1 914 449	2 176 408
France	523 020	378 059	357 764	307 813	454 395
Allemagne	347 972	257 312	388 894	418 369	397 771
Italie	201 186	180 518	166 414	151 267	144 570
Pays-Bas	673 346	724 197	631 538	490 321	575 599
Belgique	112 477	163 286	172 541	221 538	265 446
AUTRES PAYS DE L'UE	123 079	143 661	66 438	143 930	462 285
Royaume-Uni	122 651	137 761	60 172	132 932	123 658
AUTRES PAYS D'EUROPE	167 145	158 124	161 940	258 383	206 317
Suisse	103 747	84 377	78 433	138 101	125 660
Russie	943	2 521	2 827	1 104	1 529
AFRIQUE	1 535 246	1 997 493	2 005 323	2 308 196	3 292 402
UEMOA	504 728	550 450	575 775	756 829	718 771
Bénin	51 623	77 840	64 509	92 892	36 106
Burkina	183 011	210 252	199 451	285 225	324 632
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0
Guinée-Bissau	3 165	1 500	360	332	170
Mali	128 109	120 131	115 511	151 533	185 838
Niger	28 306	26 106	22 295	32 544	27 457
Sénégal	72 377	58 828	88 500	111 909	66 703
Togo	38 137	55 792	85 149	82 395	77 865
CEDEAO (hors UEMOA)	759 002	1 064 004	956 258	1 002 705	1 570 064
Nigeria	400 738	573 305	634 630	631 249	530 025
Ghana	266 920	388 170	157 432	224 602	939 146
CEMAC	129 920	196 514	107 072	176 299	644 491
Cameroun	52 343	35 399	13 239	68 739	79 197
Gabon	10 249	13 646	7 862	19 811	462 891
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	141 596	186 525	366 217	372 363	359 075
Afrique du Sud	12 293	54 269	286 701	202 059	175 651
Maroc	6 340	6 679	7 244	9 014	9 366
Tunisie	8 734	10 968	5 113	5 911	11 192
Algérie	45 892	45 482	17 339	57 604	63 581
Libye	1 713	115	33	302	322
Egypte	2 363	4 982	1 233	2 153	1 160
AMERIQUE	502 348	722 135	1 031 179	786 320	737 346
USA	373 941	526 584	624 351	449 366	469 289
Canada	68 269	119 585	300 269	235 052	211 046
Bésil	36 632	27 984	61 987	64 547	15 351
ASIE	306 454	393 631	478 195	551 493	554 070
Chine	25 838	39 115	54 973	55 515	75 316
Japon	2 678	2 088	1 417	4 911	3 094
Inde	132 676	150 149	133 033	183 320	125 429
Pakistan	164	1 731	1 694	452	1 550
Emirats arabes unis	1 880	2 802	3 358	5 708	4 060
Thaïlande	794	5 487	4 963	4 377	7 509
Autres pays	181 971	69 931	59 086	78 234	66 956
Total exportations commerce général Douanes	5 079 701	5 539 718	5 797 515	6 041 006	7 157 156

Sources : DGD, BCEAO

Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens

(En millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Marchandises générales	3 263 378	3 857 527	3 145 720	4 623 713	4 473 631
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Négoce	0	0	0	0	0
Total importations de biens	3 263 378	3 857 527	3 145 720	4 623 714	4 473 631
Importations de biens / PIB nominal	28,5%	31,3%	26,3%	33,5%	28,9%

Source : BCEAO

Annexe 1.11 : Importations par principaux produits

(En millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Produits alimentaires	731 152	737 424	782 155	1 010 130	892 538
Autres biens de consommation courante	717 053	712 928	679 018	907 856	923 749
Produits énergétiques	1 006 715	1 384 984	1 274 074	1 962 237	1 824 378
<i>dont pétrole brut</i>	764 816	835 402	825 924	1 404 571	1 444 917
<i>dont produits pétroliers</i>	241 900	549 582	448 150	557 667	379 461
Matières premières et biens intermédiaires	521 968	549 520	452 997	666 497	751 963
Biens d'équipement	618 821	1 027 436	407 388	959 812	2 144 680
Produits divers					
Total importations de biens CAF	3 595 709	4 412 291	3 595 632	5 506 532	6 537 307
Total importations de biens FOB	3 263 378	3 857 527	3 145 720	4 623 714	4 473 631

Sources : DGD, BCEAO

Tableaux résumés

Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
EUROPE	1 188 070	1 415 532	1 146 119	1 717 696	1 689 945
UNION EUROPEENNE	1 075 886	1 262 134	1 035 625	1 574 918	1 548 723
ZONE EURO	996 221	1 142 467	970 653	1 343 478	1 454 788
France	504 437	490 723	395 351	689 414	676 696
Allemagne	102 932	108 035	86 397	122 872	134 029
Italie	73 450	90 728	98 482	103 248	91 936
Pays-Bas	111 154	164 544	92 539	129 690	182 508
Belgique	51 871	56 975	38 901	83 135	102 698
AUTRES PAYS DE L'UE	79 665	119 667	64 972	231 439	360 856
Royaume-Uni	59 784	70 821	41 771	193 121	93 935
AUTRES PAYS D'EUROPE	112 184	153 398	110 494	142 778	141 222
Suisse	13 895	24 585	22 835	19 092	20 833
Russie	29 384	12 193	20 506	13 057	23 256
AFRIQUE	1 006 090	1 369 491	1 132 687	1 768 714	2 208 492
UEMOA	54 501	61 803	107 409	128 105	98 661
Bénin	11 767	12 949	36 703	9 494	6 492
Burkina	4 195	1 761	1 910	17 010	16 017
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0
Guinée-Bissau	6	994	724	320	2 525
Mali	3 040	543	180	5 770	3 973
Niger	929	355	429	1 907	886
Sénégal	26 912	42 138	39 484	49 867	53 270
Togo	7 652	3 063	27 980	43 736	15 497
CEDEAO (hors UEMOA)	739 368	1 051 124	789 233	1 375 686	1 510 537
Nigeria	688 734	1 022 071	747 611	1 299 527	1 426 115
Ghana	26 231	11 253	13 892	57 946	59 674
CEMAC	37 302	38 235	36 838	38 366	49 167
Cameroun	17 354	1 531	1 057	1 766	2 134
Gabon	11 800	8 955	2 819	240	1 133
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	174 920	218 330	199 208	226 558	550 127
Afrique du Sud	47 581	66 931	40 560	64 620	55 888
Maroc	31 139	33 899	29 849	41 629	75 572
Tunisie	17 124	11 448	13 800	17 072	17 152
Algérie	259	217	5 066	5 261	390
Libye	0	857	11	2 128	135
Egypte	19 776	16 171	11 102	17 064	20 863
AMERIQUE	341 368	570 522	357 190	663 280	1 107 997
USA	123 291	170 286	142 962	179 042	203 060
Canada	8 566	9 446	9 701	15 729	13 199
Bésil	33 302	30 429	41 869	44 981	39 376
ASIE	837 112	943 983	868 904	1 272 033	1 472 621
Chine	244 955	276 777	220 979	370 908	700 097
Japon	70 796	88 502	65 800	97 661	97 664
Inde	65 180	85 437	85 041	199 681	159 753
Pakistan	20 022	24 941	43 961	14 587	16 738
Emirats arabes unis	9 457	13 770	10 276	17 951	22 585
Thaïlande	168 620	164 520	164 330	149 032	129 463
Autres pays	223 068	112 763	90 732	84 810	58 253
Total importations CAF, commerce général douanes	3 595 709	4 412 291	3 595 632	5 506 532	6 537 307

Sources : DGD, BCEAO

Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services

(En millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Transport	-575 083	-683 230	-614 560	-807 490	-788 747
Dont fret	-513 871	-631 071	-560 627	-709 572	-694 453
Voyage	-90 446	-74 855	-94 054	-97 974	-98 936
Autres services	-91 528	-135 180	-133 355	-88 074	-138 163
Total services nets	-757 058	-893 264	-841 970	-993 537	-1 025 846

Source : BCEAO

Annexe 1.14 : Evolution du compte du revenu primaire

(En millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Rémunérations des salariés	78 944	80 393	80 747	81 651	82 794
Revenus des investissements	-521 443	-533 078	-546 820	-553 929	-528 037
Dont intérêts sur la dette publique	-126 500	-128 080	-129 680	-153 350	-99 130
Autres revenus primaires	0	0	-275	2 355	109
Revenu primaire net	-442 499	-452 685	-466 348	-469 922	-445 134

Source : BCEAO

Annexe 1.15 : Evolution du compte du revenu secondaire

(En millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Administration publique	234 153	35 389	-13 862	-22 133	64 633
Dont aide budgétaire	261 753	65 843	11 000	29 678	105 393
Autres secteurs	-280 773	-252 975	-237 715	-243 696	-281 720
Dont envois de fonds des travailleurs	-281 195	-254 784	-236 939	-248 786	-256 402
Revenu secondaire net	-46 620	-217 586	-251 577	-265 830	-217 087

Source : BCEAO

Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital

(En millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-501	-316	-87	-453	-1 563
Transferts de capital	106 707	583 901	73 060	4 141 574	96 333
Administration publique	105 600	583 901	72 861	4 141 564	96 333
Dont remises de dettes	56 100	542 907	51 000	4 090 034	0
Autres secteurs	1 107	0	199	10	0
Solde du compte de capital	106 206	583 585	72 973	4 141 121	94 771

Sources : DCPE, BCEAO

Annexe 1.17 : Evolution du compte financier (optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Investissements directs	-182 543	-155 551	-135 098	-161 313	-204 471
Investissements de portefeuille	14 356	-230 003	-49 582	-72 649	-86 147
Dérivés financiers	3 557	3 632	0	0	0
Autres investissements	888 890	948 622	1 064 411	4 436 098	210 642
Solde du compte du compte financier	724 261	566 700	879 731	4 202 136	-79 976

Sources : DCPE, BCEAO

Annexe 1.18 : Ventilation géographique des investissements directs étrangers

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2012	2013
EUROPE	37 705,1	101 465,7
UNION EUROPEENNE	33 571,7	87 487,1
ZONE EURO	35 568,5	90 044,5
Allemagne	-199,2	-180,9
Belgique	23 994,7	1 323,6
France	9 270,8	50 188,3
Italie	-181,7	-700,0
Pays-Bas	-95,0	39 121,9
AUTRES PAYS DE L'UE	-1 996,7	-2 557,4
Royaume-Uni	-351,7	-2 944,0
AUTRES PAYS D'EUROPE	4 133,3	13 978,6
Suisse	4 132,9	13 964,1
Russie	0,0	0,0
AFRIQUE	64 768,0	103 580,9
UEMOA	-980,2	10 073,2
Bénin	1,0	-1 144,0
Burkina	0,0	4 558,8
Côte d'Ivoire	0,0	0,0
Guinée-Bissau	0,0	0,0
Mali	-981,1	-2 369,9
Niger	0,0	0,0
Sénégal	-0,1	137,9
Togo	0,0	8 890,5
CEDEAO (hors UEMOA)	1,0	52 366,2
Ghana	1,0	-16,9
Nigeria	0,0	52 383,1
CEMAC	44,9	-7 389,1
Cameroun	39,9	-4 940,2
Gabon	5,0	-2 448,9
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	65 702,2	48 530,6
Afrique du Sud	70 777,5	4 209,2
Algérie	0,0	0,0
Egypte	0,0	0,0
Libye	0,0	32 403,2
Maroc	0,0	7 644,1
Tunisie	0,0	4 183,5
AMERIQUE	-1 328,8	-1 221,8
Bésil	0,0	0,0
Canada	0,0	0,0
USA	397,5	-865,9
ASIE	80 330,9	-2 508,2
Chine	227,0	0,0
Emirats arabes unis	0,0	-1 113,2
Inde	74 933,3	129,1
Japon	0,0	0,0
Pakistan	0,0	0,0
Singapour	3 914,7	3 723,3
Thaïlande	0,0	0,0
Autres pays	-12 861,2	-7,0
TOTAL	168 614,0	201 309,6

Source : BCEAO

Annexe 1.19 : Variation de la position extérieure globale nette

(En millions de FCFA)

Postes	Début de période	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers	9 111 270	-8 371	9 893 784
Investissements directs	60 484		57 323
Investissements de portefeuille	312 816		314 300
Dérivés financiers	0		0
Autres investissements	6 786 486	0	7 520 314
Autres titres de participaton	39 396		47 185
Monnaie fiduciaire et dépôts	3 009 600		3 224 521
Prêts	271 548		282 302
Régime d'assurance, de pension et de garantie	2 362		20 180
Crédits commerciaux	2 468 147		3 047 440
Autres comptes à payer/à recevoir	995 433		898 686
Avoirs de réserves	1 951 484	-8 371	2 001 847
Or monétaire			
Droits de tirage spéciaux	208 637	-8 681	199 932
Position de réserve au FMI	-891	311	-7 150
Autres avoirs de réserve	1 743 738		1 809 065
Stocks de passifs financiers	7 997 633	-29 302	8 836 616
Investissements directs	3 397 233		3 598 542
Investissements de portefeuille	751 314		838 945
Dérivés financiers	0		0
Autres investissements	3 849 106	-29 302	4 399 129
Autres titres de participation	0		0
Monnaie fiduciaire et dépôts	216 298		226 603
Prêts	2 903 623	-19 408	3 224 292
Régime d'assurance, de pension et de garantie	6 425		25 537
Crédits commerciaux	309 922		459 422
Autres comptes à payer/à recevoir	175 078		235 409
Droits de tirage spéciaux	237 760	-9 894	227 866
Position extérieure globale nette (A) - (B)	1 113 637	20 931	1 057 168

Source : BCEAO

Annexe 2.1: Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale

(En millions de FCFA)

	2009	2010	2011	2012	2013
Avoirs	1 478 971,1	1 785 795	2 208 380	1 951 484	2 010 218
- Position de réserve	-7 957	5 905	21 056	-891	-7 150
- DTS détenus	194 661	207 702	212 382	208 637	199 932
- Autres créances	1 292 267	1 572 189,3	1 974 942	1 743 738	1 817 436
Engagements*	396 496	433 926	564 328	654 923	710 474
- Recours aux crédits du Fonds	160 175	188 995,7	310 819	391 757	446 958
- Banque et institutions étrangères	3 112	2 883,3	3 090	18 021	23 918
- Autres engagements	233 208	242 047,1	250 419	245 145	239 598
Avoirs extérieurs nets	1 082 475	1 351 869	1 644 052	1 296 560	1 299 745

Source : BCEAO

* y compris les DTS alloués

Annexe 2.2 : Evolution des avoirs et engagements des banques

(En millions de FCFA)

	2009	2010	2011	2012	2013
Avoirs	297 194	329 049	423 931	641 767	646 805
- Banques	297 194	329 049	423 931	641 767	646 805
Engagements	230 473	295 500	255 068	382 391	388 018
- Banques	230 473	295 500	255 068	382 391	388 018
Position monétaire extérieure*	66 721	33 549	168 863	259 376	258 787

Source : BCEAO

* Un signe négatif traduit une position extérieure débitrice, un signe positif traduit une position extérieure créditrice

Annexe 2.3 : Variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires

(En millions de FCFA)

	2009	2010	2011	2012	2013
Variation des avoirs extérieurs nets des banques	-4 298	-33 172	135 314	90 513	-589
Variation des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale	132 135	269 394	292 183	-347 492	3 184
TOTAL	127 837	236 222	427 497	-256 979	2 595

Source : BCEAO

Annexe 2.4 : Composition des exportations

(En millions de FCFA)

Types de produits	2009	2010	2011	2012	2013
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Produits primaires	2 445 418	2 648 165	3 216 068	3 095 713	3 024 276
part dans les exportations douanières	48,1%	47,8%	55,5%	51,2%	42,3%
Agriculture, Élevage, Pêche	29 607	15 946	16 054	22 989	20 773
part dans les exportations douanières	0,6%	0,3%	0,3%	0,4%	0,3%
part dans les produits primaires	1,2%	0,6%	0,5%	0,7%	0,7%
Agriculture Industrielle et d'Exportation	1 768 986	1 995 860	2 306 862	2 098 292	2 235 852
part dans les exportations douanières	34,8%	36,0%	39,8%	34,7%	31,2%
part dans les produits primaires	72,3%	75,4%	71,7%	67,8%	73,9%
Produits miniers	646 825	636 359	893 153	974 432	767 650
part dans les exportations douanières	12,7%	11,5%	15,4%	16,1%	10,7%
part dans les produits primaires	26,5%	24,0%	27,8%	31,5%	25,4%
Produits transformés	2 634 283	2 891 553	2 581 446	2 945 292	4 132 880
part dans les exportations douanières	51,9%	52,2%	44,5%	48,8%	57,7%
Produits de la première transformation	881 279	997 388	934 408	984 017	1 009 206
part dans les exportations douanières	17,3%	18,0%	16,1%	16,3%	14,1%
part dans les produits transformés	33,5%	34,5%	36,2%	33,4%	24,4%
Conserves et Préparation Alimentaires	163 444	156 738	179 137	195 587	192 598
part dans les exportations douanières	3,2%	2,8%	3,1%	3,2%	2,7%
part dans les produits transformés	6,2%	5,4%	6,9%	6,6%	4,7%
Produits manufacturés	1 589 561	1 737 427	1 467 901	1 765 688	2 931 077
part dans les exportations douanières	31,3%	31,4%	25,3%	29,2%	41,0%
part dans les produits transformés	60,3%	60,1%	56,9%	59,9%	70,9%
Total exportations commerce général Douanes	5 079 701	5 539 718	5 797 515	6 041 006	7 157 156

Sources : DGD, BCEAO

Annexe 2.5 : Composition des importations

(En millions de FCFA)

Types de produits	2009	2010	2011	2012	2013
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Produits alimentaires	731 152	737 424	782 155	1 010 130	892 538
part dans les importations	20,3%	16,7%	21,8%	18,3%	13,7%
Poissons	169 138	169 666	189 951	236 300	234 199
part dans les importations	4,7%	3,8%	5,3%	4,3%	3,6%
part dans les produits alimentaires	23,1%	23,0%	24,3%	23,4%	26,2%
Riz semi-blanchi	281 481	227 521	268 137	349 274	233 164
part dans les importations	7,8%	5,2%	7,5%	6,3%	3,6%
part dans les produits alimentaires	38,5%	30,9%	34,3%	34,6%	26,1%
Blé tendre	60 955	72 924	87 480	111 386	105 408
part dans les importations	1,7%	1,7%	2,4%	2,0%	1,6%
part dans les produits alimentaires	8,3%	9,9%	11,2%	11,0%	11,8%
Autres biens de consommation	958 952	1 262 510	1 127 169	1 465 523	1 303 209
part dans les importations	26,7%	28,6%	31,3%	26,6%	19,9%
Produits pétroliers	241 900	549 582	448 150	557 667	379 461
part dans les importations	6,7%	12,5%	12,5%	10,1%	5,8%
part dans les autres biens de consommation	25,2%	43,5%	39,8%	38,1%	29,1%
Prdts pharmaceutiques	139 092	116 787	125 589	148 933	135 227
part dans les importations	3,9%	2,6%	3,5%	2,7%	2,1%
part dans les autres biens de consommation	14,5%	9,3%	11,1%	10,2%	10,4%
Plastiques	133 983	136 149	131 890	166 167	189 221
part dans les importations	3,7%	3,1%	3,7%	3,0%	2,9%
part dans les autres biens de consommation	14,0%	10,8%	11,7%	11,3%	14,5%
Biens intermédiaires	1 286 784	1 384 922	1 278 921	2 071 068	2 196 880
part dans les importations	35,8%	31,4%	35,6%	37,6%	33,6%
Pétrole brut	764 816	835 402	825 924	1 404 571	1 444 917
part dans les importations	21,3%	18,9%	23,0%	25,5%	22,1%
part dans les biens intermédiaires	59,4%	60,3%	64,6%	67,8%	65,8%
Produits chimiques	79 078	73 056	71 108	86 126	90 945
part dans les importations	2,2%	1,7%	2,0%	1,6%	1,4%
part dans les biens intermédiaires	6,1%	5,3%	5,6%	4,2%	4,1%
Fer, fonte, acier et ouvrages	152 795	152 836	102 112	184 108	211 872
part dans les importations	4,2%	3,5%	2,8%	3,3%	3,2%
part dans les biens intermédiaires	11,9%	11,0%	8,0%	8,9%	9,6%
Biens d'équipement	618 821	1 027 436	407 388	959 812	2 144 680
part dans les importations	17,2%	23,3%	11,3%	17,4%	32,8%
Machines mécaniques	265 002	271 746	180 110	342 843	394 585
part dans les importations	7,4%	6,2%	5,0%	6,2%	6,0%
part dans les biens d'équipement	42,8%	26,4%	44,2%	35,7%	18,4%
Matériel de transport routier	113 520	126 854	89 789	148 421	155 038
part dans les importations	3,2%	2,9%	2,5%	2,7%	2,4%
part dans les biens d'équipement	18,3%	12,3%	22,0%	15,5%	7,2%
Total importations CAF, commerce général douanes	3 595 709	4 412 291	3 595 632	5 506 532	6 537 307

Sources : DGD, BCEAO

Annexe 2.6 : Exportations de services

(En millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Transport	113 619	117 023	69 749	72 144	68 528
Voyage	71 336	99 506	85 053	87 761	89 398
Autres services	367 770	368 915	324 951	342 845	304 007
Total services nets	552 725	585 444	479 753	502 749	461 934

Source : BCEAO

Annexe 2.7 : Importations de services

(En millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Transport	-688 702	-800 253	-684 309	-879 634	-857 275
dont fret	-542 891	-662 825	-560 630	-777 737	-757 388
Voyage	-161 782	-174 360	-179 107	-185 734	-188 334
Autres services	-459 298	-504 096	-458 307	-430 918	-442 170
Total services importés	-1 309 782	-1 478 709	-1 321 723	-1 496 286	-1 487 780

Source : BCEAO

Montant global des exportations

Annexe 2.8 : Exportations de marchandises par principaux produits

en millions f.c.f.a., tonnes, mwh

EXPORTATIONS	ANNEES									
	2009		2010		2011		2012		2013	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
PRODUITS PRIMAIRES	2 445 418	5 057 200	2 648 165	4 377 258	3 216 068	4 143 245	3 095 713	5 778 818	3 024 276	4 444 379
<i>Agriculture, Élevage, Pêche</i>	29 607	97 386	15 946	46 795	16 054	54 987	22 989	94 828	20 773	115 872
Riz	6 514	53 413	2 180	13 989	7 247	28 796	6 907	27 144	6 885	34 479
Légumes et tubercules alimentaires	2 450	2 658	2 517	8 340	883	5 371	954	9 656	765	9 727
Pêche	14 295	21 760	5 242	7 464	2 553	2 395	6 592	5 240	4 232	3 580
Crustacés, mollusques	1 965	1 247	1 383	623	1 131	324	1 338	707	1 191	946
Mangues fraîches	3 235	13 763	3 749	12 975	3 756	11 603	5 681	18 879	5 869	18 999
Papayes fraîches	528	2 010	53	454	23	370	23	426	17	393
Autres fruits et produits de l'élevage	621	2 534	821	2 949	462	6 128	1 494	32 776	1 814	47 748
<i>Dont Elevage et chasse</i>	298	7	44	12	4	1	13	1	5	389
Céréales	75	1 437	411	1 875	249	5 303	1 704	31 531	1 540	45 889
Agriculture Industrielle et d'Exportation	1 768 986	2 131 969	1 995 860	2 204 693	2 306 862	2 267 756	2 098 292	2 623 349	2 235 852	2 962 710
<i>Hors cacao</i>	547 358	1 214 269	768 655	1 413 780	878 003	1 194 474	912 751	1 611 717	913 647	1 850 154
Café vert	63 389	85 864	84 111	96 468	23 152	32 380	77 296	81 975	89 555	91 493
Cacao fèves	1 221 628	917 700	1 227 205	790 912	1 428 858	1 073 282	1 185 542	1 011 631	1 322 206	1 112 556
Noix de cajou	80 369	340 318	153 087	349 949	124 336	278 320	167 252	409 814	157 985	443 863
Ananas frais	10 155	54 443	10 657	54 956	12 789	64 116	11 883	58 911	9 508	47 251
Banane	53 055	257 042	67 075	335 593	63 166	320 101	71 221	369 353	74 643	354 774
Cola	613	9 660	573	9 364	756	12 333	661	10 698	741	12 168
Coton en masse	32 085	48 733	61 985	84 540	65 003	70 169	113 712	115 594	134 178	151 355
Graines d'oléagineux	1 595	5 787	2 352	8 763	2 741	8 512	2 884	5 152	2 450	6 473
Graines de coton	769	8 172	3 379	36 132	1 529	28 135	4 834	93 858	8 789	124 890
Caoutchouc	260 041	221 603	337 560	242 323	538 983	234 728	412 802	269 034	376 765	318 756
Bois en grumes	18 476	155 464	19 598	163 645	12 793	113 338	14 501	157 143	21 026	257 674
Tabac	22 062	2 913	23 022	2 847	26 673	3 426	28 740	4 336	32 341	5 130
Coco	1 905	21 343	2 325	23 399	3 605	25 434	3 757	28 850	3 233	30 067
Autres	2 845	2 927	2 930	5 801	2 477	3 484	3 206	7 001	2 433	6 259
<i>dont: Graines d'arachides</i>	31	155	16	60	83	66	516	2 210	596	2 448
<i>Graine de karité</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits miniers	646 825	2 827 846	636 359	2 125 770	893 153	1 820 502	974 432	3 060 642	767 650	1 365 797
Pétrole brut	537 990	2 723 773	537 328	2 035 986	618 452	1 759 107	640 233	1 590 326	473 550	1 234 287
Or	99 323	8	90 257	5	271 470	5	326 896	13	284 153	17
Autres perles, pierres précieuses	9 511	104 065	8 774	89 778	3 221	61 302	7 255	1 469 992	9 947	131 490
Diamant	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Phosphate	0	0	0	0	10	80	48	311	1	3
PRODUITS TRANSFORMES	2 634 283	5 471 863	2 891 583	5 169 003	2 581 446	4 382 630	2 945 292	4 873 586	4 132 880	4 815 970
<i>Produits de la première transformation</i>	881 279	1 030 335	997 388	1 040 420	934 408	1 036 204	984 017	1 149 529	1 009 206	1 174 084
Cacao transformé	532 012	326 834	657 062	327 107	540 506	300 667	536 605	339 107	609 626	387 100
Café transformé	39 044	8 141	29 261	6 469	31 647	6 461	37 010	7 576	43 384	7 873
Poisson fumé	6	7	26	37	13	11	20	22	29	56
Huile de palme	58 489	191 379	74 709	201 172	125 105	254 038	138 819	277 781	97 055	240 523
Huile de coco	1 158	6 763	2 449	9 527	1 925	6 629	2 303	9 289	1 338	6 217
Amande de cajou	1 652	1 042	2 458	1 158	4 180	1 490	8 267	2 514	13 393	5 106
Bois transformé	84 301	225 545	96 405	272 245	84 285	245 936	91 538	281 487	82 039	239 864
Métaux communs	6 230	40 628	4 227	11 113	4 444	20 926	5 193	31 636	12 615	114 860
Ouvrages en métaux	10 927	5 917	6 292	3 763	7 136	2 713	7 710	3 423	7 336	3 070
Fer, fonte, acier et ouvrages en acier	38 089	116 156	31 961	108 551	33 528	94 024	41 389	89 221	34 332	66 024
Produits chimiques	24 737	40 036	15 475	34 142	23 011	37 607	19 774	30 452	16 006	26 543
Huiles essentielles et extraits végétaux	84 608	67 876	77 057	65 136	78 608	65 702	95 384	77 019	92 035	76 846
Perles, pierres gemmes	26	9	8	0	22	1	4	1	17	0
Conserves et Préparation Alimentaires	163 444	229 698	156 738	233 561	179 137	228 894	195 587	288 085	192 598	271 896
Conserves de thon	63 963	29 466	61 622	31 650	83 654	27 535	93 834	36 231	97 942	33 851
Lait et produits de la laiterie	5 554	6 878	4 857	6 055	3 646	3 909	2 128	3 035	1 109	2 414
Sucre	2 100	6 079	3 479	5 072	2 384	5 163	7 716	16 933	10 213	23 507
Sucreries	5 996	5 144	4 111	3 271	9 960	6 033	6 315	3 635	4 316	2 976
Jus d'ananas	314	942	362	1 084	715	1 779	280	720	627	1 438
Huile de palme	3 603	13 822	7 856	17 182	12 663	17 943	8 847	17 165	5 747	15 340
Préparations alimentaires diverses	37 883	31 499	33 767	27 995	24 968	21 960	24 977	20 978	19 253	18 054
Produits de la minoterie	12 448	55 707	12 222	64 325	11 485	57 995	18 456	93 614	16 101	75 593
Préparation à base de céréales	15 193	42 473	14 709	47 488	16 475	56 178	20 206	63 154	20 180	57 102
Autres conserves et préparations	16 389	37 886	13 754	29 439	13 188	30 402	12 827	32 619	17 110	41 622
<i>Dont: Conserves d'ananas</i>	89	112	40	61	0	0	0	0	0	0
<i>Boisson</i>	3 286	4 042	2 373	3 667	2 477	4 882	2 600	4 911	4 523	9 469
<i>Viandes et abats</i>	143	85	199	104	117	57	309	128	296	113
Produits manufacturés	1 589 561	4 211 830	1 737 427	3 895 023	1 467 901	3 117 531	1 765 688	3 435 973	2 931 077	3 369 991
Electricité (f/mwh)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits pétroliers	1 021 398	3 490 828	1 071 129	3 263 784	1 121 924	2 657 005	1 363 499	2 903 178	1 219 871	2 604 703
Savon	42 475	80 772	45 431	93 623	47 347	87 040	44 402	87 673	42 475	97 847
Ciment	26 195	283 385	15 753	188 801	6 990	98 887	5 887	78 354	7 337	101 512
Tissus en coton	9 033	1 095	8 150	989	12 769	1 536	13 704	1 657	15 082	2 435
Textiles et chaussures	29 211	29 736	35 116	34 817	34 145	37 652	56 802	53 920	60 793	63 984
Plastiques	71 298	85 897	59 217	63 108	53 198	57 647	68 732	72 643	78 803	80 549
Engrais	7 391	26 215	6 726	25 860	2 403	12 160	8 857	28 876	15 524	65 273
Parpiers, cartons et produits de l'édition	33 942	61 704	28 775	41 174	25 029	32 684	21 380	26 830	28 799	38 878
Céramiques, verre et perles	1 717	5 181	177	1 524	443	1 377	385	2 757	386	2 226
Matériels pour voies ferrées	2 372	1 529	653	287	1 867	1 009	1 998	1 208	5 009	1 459
Véhicules automobiles	59 895	8 374	24 805	5 096	31 715	5 775	18 721	4 845	126 494	14 316
Appareils mécaniques et électriques	57 447	13 960	53 992	13 064	80 650	7 990	60 031	9 703	84 446	16 689
Appareils de navigation maritime et aérienne	199 572	4 467	70 671	11 026	28 260	109	30 298	92	19 190	85
Appareils de précision et d'optique	6 128	149	1 084	85	484	36	9 173	310	8 189	389
Divers	21 486	118 538	19 837	137 966	20 679	116 624	59 023	154 234	30 513	130 839
<i>Dont Armes et munitions</i>	488	63	1	0	791	26	0	0	342	43
<i>Exportations de biens exceptionnels</i>	0	0	295 911	14 019	0	0	2 797	9 691	1 188 165	148 807
TOTAL EXPORTATIONS, commerce général Douanes	5 079 701	10 529 063	5 539 718	9 546 261	5 797 515	8 525 875	6 041 006	10 652 405	7 157 156	9 260 349
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	5 079 701	10 529 063	5 243 807	9 532 241	5 797 515	8 525 875	6 038 209	10 642 714	5 968 990	9 111 542
Hors cacao	3 858 072	9 611 363	4 312 512	8 755 349	4 368 656	7 452 593	4 855 464	9 640 773	5 834 950	8 147 793
Hors café/cacao	3 794 684	9 525 499	4 228 401	8 658 881	4 345 505	7 420 213	4 77			

Montant global des importations

Annexe 2.9 : Importations de marchandises par principaux produits

en millions fca, tonnes, mwh

IMPORTATIONS	ANNEES									
	2009		2010		2011		2012		2013	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
BIENS DE CONSOMMATION	1 690 104	4 196 465	1 999 933	4 882 936	1 909 323	4 097 779	2 475 653	5 143 088	2 195 748	4 469 406
PRODUITS ALIMENTAIRES	731 152	2 484 060	737 424	2 315 897	782 155	2 265 419	1 010 130	2 921 037	892 538	2 443 240
Produits laitiers	26 093	21 773	40 069	29 279	32 815	20 547	48 400	36 297	42 516	26 647
Fruits et légumes frais	26 155	124 989	28 371	122 137	23 125	108 769	28 147	174 447	35 485	186 278
Viandes et abats comestibles	29 717	59 432	30 843	63 971	33 247	60 897	37 211	66 285	40 007	78 680
Viande, poissons en conserves	2 203	1 821	3 533	3 301	3 131	2 916	3 676	3 650	4 325	3 424
Poissons	169 138	368 492	169 666	347 256	189 951	336 204	236 300	341 058	234 199	344 354
Riz semi-blanchi	281 481	1 105 900	227 521	837 938	268 137	935 013	349 274	1 267 720	233 164	830 831
Blé tendre	60 955	451 191	72 924	523 461	87 480	453 980	111 386	561 432	105 408	540 329
Autres céréales	4 168	29 747	2 927	16 661	1 588	8 749	4 626	31 183	2 317	20 055
Farine	22 529	72 043	14 239	40 427	15 058	38 373	21 481	57 082	22 580	60 390
Graisses et huiles végétales ou animales	10 236	11 745	43 659	82 156	30 314	53 077	58 610	123 500	40 881	78 503
Sucre	4 373	10 229	8 880	22 974	8 040	23 378	3 265	5 804	7 731	21 149
Préparations alimentaires diverses	19 215	14 330	19 245	14 298	18 029	13 188	21 914	15 878	23 510	16 643
Boissons	34 391	67 346	33 968	65 663	28 883	58 029	35 631	67 022	38 563	68 311
Autres produits alimentaires	40 499	145 022	41 578	146 375	42 356	152 300	50 207	169 674	61 853	167 646
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	958 952	1 712 405	1 262 510	2 567 039	1 127 169	1 832 360	1 465 523	2 222 051	1 303 209	2 026 166
Vêtements	11 413	6 269	10 383	5 933	6 568	4 107	17 587	7 615	10 242	6 022
Produits pétroliers	241 900	909 545	549 582	1 599 582	448 150	1 022 652	557 667	1 190 865	379 461	814 528
Produits pharmaceutiques	139 092	10 444	116 787	8 301	125 589	9 131	148 933	10 752	135 227	10 154
Tabac	41 958	5 499	49 173	6 519	56 357	7 408	53 057	5 842	69 928	8 567
Librairie	15 378	3 824	14 915	4 126	10 164	2 595	14 088	3 420	14 561	3 396
Plastiques	133 983	201 293	136 149	168 552	131 890	156 557	166 167	190 101	189 221	218 787
Caoutchouc	31 495	28 472	38 687	28 560	35 221	23 960	54 448	31 461	49 437	41 367
Automobiles	117 579	37 502	94 567	32 998	62 669	25 650	122 400	43 612	121 764	41 953
Appareil électroménagers	78 038	27 519	70 334	26 383	55 635	21 693	88 664	32 356	89 948	29 547
Produits divers des industries chimiques	44 616	30 565	50 053	35 813	45 178	34 536	67 868	56 725	72 485	51 492
Minerais, scories et cendres	10 437	332 019	16 199	522 921	12 216	406 596	12 341	457 935	14 647	606 855
Autres biens de consommation	93 064	119 453	115 680	127 353	137 530	117 477	162 304	191 365	156 288	193 496
BIENS INTERMEDIAIRES	1 286 784	5 625 827	1 384 922	5 081 149	1 278 921	3 952 872	2 071 068	5 925 575	2 196 880	6 868 423
Pétrole brut	521 968	549 520	452 997	666 497						
Pétrole brut	764 816	3 530 495	835 402	2 846 595	825 924	2 150 844	1 404 571	3 291 313	1 444 917	3 546 028
Produits chimiques	79 078	148 179	73 056	140 385	71 108	114 028	86 126	142 977	90 945	155 353
Coton	20 716	19 674	17 439	17 966	8 584	23 309	18 845	24 577	16 619	16 619
Autres fibres textiles	17 010	21 295	26 777	34 193	15 871	13 844	28 640	32 516	27 978	29 582
Fer, fonte, acier et ouvrages en	152 795	245 762	152 836	249 865	102 112	161 248	184 108	263 938	211 872	310 885
Produits métalliques	38 091	18 605	44 657	20 607	33 250	17 707	60 832	33 955	69 895	39 460
Céramique, verre, pierre	26 166	137 243	30 006	139 736	23 626	99 575	43 716	188 065	41 054	183 787
Engrais	25 696	119 116	42 947	208 812	32 801	129 728	53 210	188 331	74 172	304 671
Clinker	46 716	1 057 875	49 820	1 156 487	40 612	972 099	54 171	1 395 321	53 118	1 490 531
Autres matériaux de construction	11 604	177 689	9 849	145 211	10 595	167 119	14 957	243 315	29 567	651 905
Papiers et cartons	62 714	137 126	58 432	110 343	58 538	104 544	64 075	109 108	65 604	117 798
Huiles essentielles et extraits végétaux	41 382	12 768	43 700	13 047	46 517	13 552	53 354	17 890	63 181	21 802
BIENS D'EQUIPEMENT	618 821	129 952	1 027 436	172 913	407 388	106 170	959 812	333 717	2 144 680	435 878
<i>Hors autre Matériel de transport</i>	<i>477 583</i>	<i>83 441</i>	<i>472 525</i>	<i>89 048</i>	<i>309 662</i>	<i>53 594</i>	<i>570 132</i>	<i>93 296</i>	<i>624 862</i>	<i>110 344</i>
Équipement incompressible**	458 412	81 821	455 462	87 503	293 308	52 129	550 243	91 447	606 560	108 968
Dont Machines mécaniques	265 002	58 724	271 746	63 161	180 110	37 270	342 843	67 170	394 585	80 359
Machines automatiques	19 170	1 620	17 063	1 545	16 354	1 465	19 888	1 850	18 302	1 376
Machine électrique	154 974	20 327	157 867	21 759	96 298	13 190	165 678	20 226	174 966	24 360
Instrument de précision	38 436	2 770	25 849	2 583	16 899	1 669	41 723	4 051	37 008	4 249
Matériel de transport routier	113 520	45 042	126 854	58 055	89 789	51 963	148 421	215 374	155 038	142 646
dont autres véhicules marchands	44 422	22 462	58 981	26 021	44 857	24 534	70 987	34 856	56 328	29 379
Mat. de transport navigation aérienne	21 274	134	8 957	54	5 618	46	30 162	77	29 128	38
Mat. de transport navigation maritime	2 524	418	1 831	152	795	63	2 862	604	9 521	4 306
Matériels pour voies ferrées	3 920	917	1 142	635	1 524	504	6 293	2 978	2 365	1 512
Importations de biens exceptionnels*	0	0	416 127	24 968	0	0	201 942	21 388	1 323 767	177 032
TOTAL IMPORTATIONS, commerce général Douanes	3 595 709	9 952 244	4 412 291	10 136 998	3 595 632	8 156 821	5 506 532	11 402 381	6 537 307	11 773 707
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	3 595 709	9 952 244	3 996 164	10 112 030	3 595 632	8 156 821	5 304 590	11 380 993	5 213 540	11 596 674
Total hors pétrole brut	2 830 893	6 421 749	3 576 889	7 290 403	2 769 708	6 005 978	4 101 962	8 111 068	5 092 390	8 227 679
Total hors pétrole brut et produits pétroliers (1)	2 588 993	5 512 204	3 027 307	5 690 822	2 321 558	4 983 325	3 544 295	6 920 202	4 712 929	7 413 151
Total hors viande et tabac(2)	3 551 547	9 944 923	4 359 585	10 127 177	3 536 143	8 146 497	5 449 799	11 392 889	6 463 054	11 761 716
Total hors (1)+(2)	2 544 832	5 504 883	2 974 601	5 681 001	2 262 069	4 973 001	3 487 562	6 910 711	4 638 676	7 401 160
Total hors biens d'équipement	2 976 888	9 822 292	3 384 856	9 964 085	3 188 244	8 050 651	4 546 721	11 068 664	4 392 627	11 337 829
Total hors pétrole et biens d'équipement.	2 212 072	6 291 797	2 549 454	7 117 491	2 362 320	5 899 807	3 142 150	7 777 350	2 947 710	7 791 801

Sources : DGD, BCEAO

Annexe 2.10 : Exportations à destination des autres pays de l'UEMOA

en millions fcf, tonnes, mwh

EXPORTATIONS	ANNÉES									
	2009		2010		2011		2012		2013	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
PRODUITS PRIMAIRES	34 254	92 302	33 524	70 726	37 382	82 347	44 898	232 511	53 085	231 952
<i>Agriculture, Élevage, Pêche</i>	6 504	51 973	4 057	22 216	2 364	27 102	4 996	56 648	7 941	82 588
Riz	5 257	48 653	1 382	12 246	1 635	14 297	2 836	16 319	4 482	26 172
Légumes et tubercules alimentaires	951	942	1 748	6 959	469	3 947	390	7 808	282	7 729
Pêche	160	200	361	313	4	37	658	713	1 668	1 609
Crustacés, mollusques	37	23	13	7	0	0	0	0	5	3
Mangues fraîches	0	0	0	0	0	0	3	162	0	0
Papayes fraîches	7	262	8	292	12	322	9	358	9	364
Autres fruits et produits de l'élevage	93	1 894	545	2 400	243	8 498	1 100	31 288	1 495	46 711
<i>Dont Elevage et chasse</i>	0	0	6	0	1	0	6	0	1	389
<i>Céréales</i>	50	1 254	355	1 614	172	4 806	1 063	30 526	1 469	45 356
Agriculture Industrielle et d'Exportation	27 446	38 572	29 467	48 510	35 018	55 245	39 902	175 863	45 144	149 363
<i>Hors cacao</i>	27 446	38 572	29 467	48 510	35 018	55 245	39 902	175 863	45 144	149 363
Café vert	13	10	37	15	0	0	4	28	3	1
Cacao fèves	0	420	0	0	0	0	0	0	0	0
Noix de cajou	0	0	0	0	0	0	0	0	813	2 123
Ananas frais	2	80	2	58	12	114	37	369	2	35
Banane	4 149	22 954	4 517	33 245	4 402	29 594	5 020	70 104	5 420	46 076
Cola	133	2 240	179	3 000	186	0	398	6 620	429	7 116
Coton en masse	0	0	0	0	1 648	1 116	0	0	0	0
Graines d'oléagineux	96	1 754	95	1 829	134	1 804	59	577	119	1 154
Graines de coton	0	0	0	0	503	11 672	3 556	81 380	4 234	73 032
Caoutchouc	860	1 270	1 460	981	1 301	664	1 750	1 039	1 456	1 218
Bois en grumes	27	200	0	0	10	68	0	0	0	0
Tabac	21 924	2 887	22 961	2 838	26 569	3 417	28 651	4 329	32 214	5 122
Coco	217	6 756	194	6 531	253	6 797	372	9 866	373	11 645
Autres	26	2	22	13	0	0	54	1 550	81	1 841
<i>dont: Graines d'arachides</i>	0	0	1	0	0	0	52	1 538	72	1 715
<i>Graine de karité</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits miniers	304	1 758	0	0	0	0	0	0	0	0
Pétrole brut	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Or	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres perles, pierres précieuses	304	1 758	0	0	0	0	0	0	0	0
Diamant	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Phosphates	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PRODUITS TRANSFORMÉS	450 572	1 310 260	425 825	1 143 082	538 394	1 198 680	711 932	1 526 766	665 687	1 411 165
Produits de la première transformation	103 934	201 206	96 574	223 741	156 820	320 410	175 515	383 292	138 646	309 828
Cacao transformé	534	637	518	227	97	63	116	89	37	66
Café transformé	14 084	2 465	13 047	2 301	16 364	2 976	14 392	2 425	19 576	3 177
Poisson fumé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Huile de palme	30 237	80 995	30 203	88 172	76 764	162 271	89 644	190 315	55 599	142 306
Huile de coco	695	5 333	484	4 602	322	2 974	377	4 623	240	3 599
Amande de cajou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bois transformé	13 298	52 674	17 158	71 606	17 719	77 421	20 565	101 268	17 131	81 090
Métaux communs	1 580	642	460	158	866	892	779	570	993	372
Ouvrages en métaux	844	1 091	617	644	427	436	449	440	283	308
Fer, fonte, acier et ouvrages en acier	12 322	19 074	9 043	18 725	13 088	30 643	16 560	41 969	14 947	38 590
Produits chimiques	11 767	19 841	7 158	18 638	13 307	21 802	10 791	16 603	7 670	16 046
Huiles essentielles et extraits végétaux	18 568	18 447	17 886	18 668	17 865	20 932	21 841	24 990	22 171	24 272
Perles, pierres gemmes	5	8	0	0	0	0	0	0	0	0
Conserves et Préparations Alimentaires	61 284	143 386	60 342	150 544	55 673	149 390	68 995	198 936	56 041	167 770
Conserves de thon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lait et produits de la laiterie	5 408	6 549	4 330	5 386	2 814	3 215	1 869	2 847	331	1 651
Sucre	1 189	3 195	3 452	5 056	2 305	5 025	7 581	16 603	6 485	13 299
Sucreries	2 910	2 834	1 845	1 709	2 462	1 807	1 587	939	1 999	1 737
Jus d'ananas	248	851	297	992	689	1 745	266	688	627	1 437
Huile de palme	36	184	356	1 224	155	326	240	502	922	2 052
Préparations alimentaires divers	19 614	14 987	16 432	12 303	12 012	9 465	13 798	11 508	7 948	7 290
Produits de la minoterie	10 335	46 995	11 190	58 801	10 460	52 491	17 022	85 754	15 182	71 347
Préparation à base de céréales	13 098	36 440	12 292	39 800	14 493	47 455	17 251	50 689	17 538	47 294
Autres conserves et préparations	8 446	31 353	10 149	25 273	10 283	27 861	9 381	29 406	5 010	21 665
<i>Dont: Conserves d'ananas</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Boisson</i>	1 651	2 588	1 700	2 554	2 095	4 394	2 037	4 250	676	1 400
<i>Viandes et abats</i>	0	0	0	0	0	10	0	0	0	0
Produits manufacturés	305 256	965 668	360 010	768 797	325 900	728 880	467 422	944 538	471 000	933 567
<i>Électricité (f/mwh)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits pétroliers	162 184	507 720	233 303	407 131	199 637	472 875	327 557	670 313	315 639	593 145
Savon	32 490	66 525	35 127	77 380	36 266	70 869	29 557	66 206	30 420	79 376
Ciment	25 563	275 291	15 459	185 308	6 778	97 158	5 701	75 955	7 213	100 374
Tissus en coton	7 201	844	6 265	737	10 230	1 138	10 093	1 096	10 911	1 537
Textiles et chaussures	9 478	11 224	9 560	13 702	12 398	15 952	15 822	20 603	16 669	22 330
Plastiques	37 933	43 762	31 580	35 517	31 752	34 515	36 598	38 154	36 752	39 089
Engrais	7 251	25 752	6 034	23 359	2 237	11 732	8 393	27 481	15 061	63 569
Parpiers, cartons et produits de l'édition	8 369	9 131	6 984	5 208	5 921	4 435	5 984	4 825	8 806	7 037
Céramiques, verre et perles	130	169	66	108	236	443	105	108	82	109
Matériels pour voies ferrées	18	50	11	17	33	169	24	52	1 474	544
Véhicules automobiles	4 325	1 652	4 548	1 827	6 103	2 037	8 004	2 545	8 502	2 601
Appareils mécaniques et électriques	3 095	1 230	4 204	1 598	7 690	3 180	10 854	3 670	10 187	2 439
Appareils de navigation maritime et aérienne	10	18	0	0	0	0	0	0	0	0
Appareils de précision et d'optique	17	1	135	6	36	10	181	23	726	63
Divers	7 193	22 297	6 734	16 900	6 582	14 367	8 547	33 505	8 558	21 355
<i>Dont Armes et munitions</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	31	15
Exportations de biens excep.*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL EXPORTATIONS, commerce général Douanes	504 728	1 402 562	550 450	1 213 808	575 775	1 281 027	756 829	1 759 278	718 771	1 643 117
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	484 826	1 402 562	459 349	1 213 808	575 775	1 281 027	756 829	1 759 278	718 771	1 643 117
Hors cacao	484 826	1 402 143	459 349	1 213 808	575 775	1 281 027	756 829	1 759 278	718 771	1 643 117
Hors café/cacao	484 814	1 402 132	459 312	1 213 793	575 775	1 281 027	756 825	1 759 250	718 769	1 643 116
Hors prod. traditionnels	484 786	1 401 932	459 312	1 213 793	574 118	1 279 844	756 825	1 759 250	718 769	1 643 116
Hors produits pétroliers	342 545	894 842	317 147	806 678	376 138	808 152	429 272	1 088 964	403 132	1 049 972
Hors pétrole et prod. pétroliers	342 545	894 842	317 147	806 678	376 138	808 152	429 272	1 088 964	403 132	1 049 972
Hors pétrole et café/cacao	484 814	1 402 132	459 312	1 213 793	575 775	1 281 027	756 825	1 759 250	718 769	1 643 116
Hors produits pétroliers&café/cacao	342 532	894 412	317 110	806 663	376 138	808 152	429 268	1 088 936	403 129	1 049 971
Hors pétrole, prod. Pétro.&café/cacao	342 532	894 412	317 110	806 663	376 138	808 152	429 268	1 088 936	403 129	1 049 971

Sources : DGD, BCEAO

Importations en provenance de l'UEMOA

Annexe 2.11 : Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA

en millions fca ,tonnes, mwh

IMPORTATIONS	ANNEES									
	2009		2010		2011		2012		2013	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
BIENS DE CONSOMMATION	32 910	138 761	29 660	125 097	100 537	279 081	108 739	373 556	80 063	301 768
PRODUITS ALIMENTAIRES	38 533	113 752	48 668	115 947	27 138	129 907	50 748	239 763	47 690	220 148
Produits laitiers	11	13	0	0	53	103	886	3 591	425	730
Fruits et légumes frais	153	1 429	309	2 997	471	5 039	3 101	52 482	1 702	55 977
Dont: Noix de cola	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Vianades et abats comestibles	0	0	0	0	12	18	1	2	0	0
Viande, poissons en conserves	1	0	0	0	28	44	28	243	51	124
Poissons	25 600	20 456	29 227	18 757	18 095	30 535	29 330	44 078	29 762	45 450
Riz semi-blanchi	0	0	0	0	78	269	0	0	0	0
Blé tendre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres céréales	2	6	1	2	137	1 805	139	7 360	434	16 204
Farine	4	4	16	18	0	5	98	356	12	58
Graisses et huiles végétales ou animales	12	23	3	3	70	453	5 279	28 528	4 036	11 829
Sucre	151	321	130	242	135	63	65	119	163	451
Préparations alimentaires diverses	1 220	794	3 548	3 099	871	749	3 019	2 765	4 920	4 150
Boissons	917	2 246	2 693	6 077	1 896	4 258	2 698	7 821	364	1 549
Autres produits alimentaires	10 462	88 460	12 740	84 753	5 290	86 567	6 105	92 419	5 821	83 625
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	12 907	25 009	8 974	9 150	73 399	149 175	57 991	133 793	32 373	81 621
Vêtements	22	19	20	7	7	2	310	1 076	104	176
Produits pétroliers	3 522	16 047	236	205	65 598	136 523	44 483	91 149	17 802	37 817
Produits pharmaceutiques	2 250	522	1 813	183	2 220	244	2 990	556	2 026	194
Tabac	3 637	326	3 498	326	1 973	121	2 409	320	4 373	305
Librairie	431	152	64	27	27	15	68	34	141	36
Plastiques	1 567	1 523	1 235	2 384	1 356	2 997	1 138	5 733	1 245	3 251
Caoutchouc	27	60	12	4	1	3	425	3 490	600	13 835
Automobiles	100	42	48	7	4	5	54	29	25	30
Appareils électroménagers	10	6	48	3	17	95	854	4 170	948	2 221
Produits divers des industries chimiques	80	93	70	91	134	224	595	1 193	227	181
Minerais, scories et cendres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres biens de consommation	1 261	6 219	1 929	5 913	2 062	8 945	4 664	26 042	4 880	23 575
BIENS INTERMEDIAIRES	2 250	15 464	1 929	10 423	5 280	14 773	11 415	28 076	9 260	24 660
Pétrole brut	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits chimiques	4	13	16	42	140	349	67	520	50	473
Coton	252	130	482	338	3 705	1 160	5 740	3 985	5 256	3 019
Autres fibres textiles	164	98	61	52	60	32	252	362	190	208
Fer, fonte, acier et ouvrages en	320	1 132	57	101	34	77	394	1 044	354	662
Produits métalliques	9	15	12	8	125	107	135	220	66	72
Céramique, verre, pierre	1	1	0	1	72	22	61	188	44	106
Engrais	221	1 000	380	1 400	41	120	3 873	12 968	1 989	6 051
Clinker	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres matériaux de construction	995	12 964	705	8 428	1 034	12 879	512	8 267	869	13 493
Papiers et cartons	279	108	181	35	37	10	202	176	225	391
Huiles essentielles et extraits végétaux	4	2	35	18	33	16	179	346	217	186
<i>dont Huiles essentielles</i>	2	2	33	16	33	14	171	282	202	166
BIENS D'EQUIPEMENT	813	845	2 232	5 650	1 592	1 721	7 951	12 757	9 339	9 174
<i>Hors autre Matériel de transport</i>	<i>446</i>	<i>364</i>	<i>544</i>	<i>540</i>	<i>332</i>	<i>227</i>	<i>2 286</i>	<i>2 088</i>	<i>2 967</i>	<i>1 814</i>
Équipement incompressible**	445	364	540	540	329	226	2 152	2 083	2 919	1 812
Dont Machines mécaniques	182	126	239	223	85	40	1 400	1 015	2 250	933
Machines automatiques	1	1	4	0	3	2	134	5	49	2
Machine électrique	248	237	272	313	238	180	724	1 063	635	870
Instrument de précision	15	1	29	4	7	6	28	5	34	10
Matériel de transport routier	366	480	1 681	5 110	1 258	1 494	5 538	10 619	6 362	7 349
<i>dont autres véhicules marchands</i>	<i>18</i>	<i>42</i>	<i>11</i>	<i>3</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>77</i>	<i>122</i>	<i>504</i>	<i>298</i>
Mat. de transport navigation aérien	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0
Mat. de transport navigation maritime	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0
Matériels pour voies ferrées	0	0	7	1	0	0	127	50	6	11
Importations de biens exceptionnels*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL IMPORTATIONS, commerce général Douanes	54 501	155 069	61 803	141 171	107 409	295 575	128 105	414 389	98 661	335 603
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	35 972	155 069	33 821	141 171	107 409	295 575	128 105	414 389	98 661	335 603
Total hors pétrole brut	35 972	155 069	33 821	141 171	107 409	295 575	128 105	414 389	98 661	335 603
Total hors pétrole brut et produits pétroliers (1)	32 451	139 022	33 585	140 966	41 810	159 051	83 621	323 240	80 859	297 786
Total hors viande et tabac(2)	32 335	154 744	30 323	140 845	105 407	295 410	125 667	413 826	94 238	335 174
Total hors (1)+(2)	28 813	138 696	30 087	140 640	39 809	158 887	81 184	322 677	76 435	297 357
Total hors biens d'équipement	35 160	154 225	31 589	135 521	105 817	293 854	120 154	401 632	89 323	326 428
Total hors pétrole et biens d'équipement	35 160	154 225	31 589	135 521	105 817	293 854	120 154	401 632	89 323	326 428

Sources : DGD, BCEAO

Annexe 2.12 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2013 à partir des statistiques officielles

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		3 266,7	5 641,4	20,4	65 692,2	13 870,6	547,4	6 128,4	95 167,1
	Burkina	2 915,1		20 699,2	19,9	47 657,5	12 820,2	3 316,8	3 139,9	90 568,6
	Côte d'Ivoire	37 562,4	327 991,7		180,8	184 945,6	34 234,5	72 958,4	79 786,8	737 660,2
	Guinée-Bissau	752,0		2 146,2		2,1		37,2	6 318,8	9 256,3
	Mali	15 400,4	41 267,1	70 567,4	4,3		2 153,1	35 677,9	1 810,2	166 880,4
	Niger	6 374,4	55 580,4	4 320,4	0,0	40 388,3			6 672,6	113 336,1
	Sénégal	10 689,8	33 377,7	51 247,2	46 879,2	148 705,9	8 308,2		20 244,5	319 452,5
	Togo	158 299,7	94 230,1	21 066,7	24,4	12 070,1	65 894,2	5 098,8		356 684,0
	UEMOA	231 993,8	555 713,7	175 688,5	47 129,0	499 461,7	137 280,8	117 636,5	124 101,1	1 889 005,1

Annexe 2.13 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2013

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	1 048,0	5 367,3	65,0	0,0	31 433,1	18 360,0	63 925,2	120 198,7
	Burkina	78,1	0,0	883,2	4,5	239,0	784,9	890,4	3 593,1	6 473,2
	Côte d'Ivoire	766,8	1 443,4	0,0	40,5	0,0	510,4	0,0	0,0	2 761,0
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	6 273,6	0,0	3 616,1	0,0	9 889,7
	Mali	3 849,9	1 032,1	3 867,2	367,9	0,0	7 514,7	3 232,1	11 080,3	30 944,2
	Niger	8 365,1	115,0	289,2	0,0	0,0	0,0	801,1	1 442,5	11 012,9
	Sénégal	0,0	0,0	373,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	373,0
	Togo	0,0	421,3	2 738,7	32,2	0,0	0,0	0,0	0,0	3 192,2
	UEMOA	13 059,8	4 059,8	13 518,7	510,1	6 512,6	40 243,1	26 899,7	80 041,2	184 844,9

Annexe 2.14 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2013

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		4 314,7	11 008,7	85,4	65 692,2	45 303,7	18 907,4	70 053,6	215 365,8
	Burkina	2 993,2		21 582,4	24,4	47 896,5	13 605,1	4 207,2	6 733,0	97 041,8
	Côte d'Ivoire	38 329,2	329 435,1		221,3	184 945,6	34 744,9	72 958,4	79 786,8	740 421,2
	Guinée-Bissau	752,0	0,0	2 146,2		6 275,7	0,0	3 653,3	6 318,8	19 146,0
	Mali	19 250,3	42 299,2	74 434,6	372,2		9 667,8	38 910,0	12 890,5	197 824,6
	Niger	14 739,5	55 695,4	4 609,6	0,0	40 388,3		801,1	8 115,1	124 349,0
	Sénégal	10 689,8	33 377,7	51 620,2	46 879,2	148 705,9	8 308,2		20 244,5	319 825,4
	Togo	158 299,7	94 651,4	23 805,4	56,6	12 070,1	65 894,2	5 098,8		359 876,2
	UEMOA	245 053,6	559 773,5	189 207,2	47 639,1	505 974,3	177 523,9	144 536,2	204 142,4	2 073 850,0

Annexe 2.15 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2013

(en millions FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		5 013,5	2 059,6	120,5	960,3	1 664,0	3 120,4	7 643,0	20 581,2
	Burkina	9 978,3		1 871,0	0,6	2 206,3	3 209,7	3 404,0	9 072,6	29 742,6
	Côte d'Ivoire	14 311,2	17 290,0		190,0	5 261,8	463,9	4 970,0	8 229,2	50 716,1
	Guinée-Bissau	14,0	117,5	108,7		595,2	0,0	2 334,5	0,0	3 170,0
	Mali	3 669,8	15 855,6	5 388,1	306,5		3 809,1	5 744,3	2 454,8	37 228,2
	Niger	2 729,8	3 882,6	2 074,0	267,0	904,7		4 255,0	1 857,8	15 971,0
	Sénégal	2 085,6	3 899,9	1 738,0	1 158,7	6 698,3	1 738,0		695,2	18 013,6
	Togo	15 316,6	4 840,5	1 625,1	81,6	1 000,0	732,4	4 538,7		28 134,8
	UEMOA	48 105,4	50 899,4	14 864,5	2 124,8	17 626,6	11 617,2	28 367,0	29 952,6	203 557,5

Annexe 2.16 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2013

(en millions FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 700,9	3 854,3	34,6	4 067,0	1 966,7	4 291,4	3 639,3	19 554,4
	Burkina	2 412,8		9 735,9	90,8	20 531,9	1 380,0	8 807,0	3 582,3	46 540,8
	Côte d'Ivoire	5 196,5	12 448,4		265,0	62 170,6	5 493,8	18 514,8	7 222,7	111 311,7
	Guinée-Bissau	199,7	12,2	41,1		1 160,4	388,4	4 299,0	219,9	6 320,7
	Mali	1 490,9	3 842,8	7 778,1	189,5		2 018,7	10 083,4	5 320,9	30 724,3
	Niger	1 735,3	1 076,6	1 924,6	62,2	9 318,7		4 214,7	3 524,7	21 856,9
	Sénégal	1 397,7	3 846,5	5 775,3	2 728,1	19 289,7	6 566,3		2 307,3	41 910,8
	Togo	1 533,1	2 219,3	3 836,7	29,8	2 198,8	903,9	4 245,8		16 578,2
	UEMOA	13 966,1	25 146,8	32 946,1	3 400,0	118 736,9	18 717,8	54 456,1	25 817,1	293 186,9



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int